

L'idole brisée: la droite belge francophone et la crise morale de la France (1934-1938)

CATHERINE LANNEAU

assistante-boursière de doctorat

Histoire contemporaine – Université de Liège

"Toute ma vie, je me suis fait une certaine idée de la France" écrivait Charles de Gaulle (1954, 5) dans ses *Mémoires de guerre* et les Belges francophones pourraient parfaitement reprendre cette affirmation à leur compte. Il n'est guère besoin d'entreprendre une étude longue et fouillée pour comprendre qu'ils ont, de tout temps, accordé à la France une mission spirituelle primordiale autant qu'un rôle politique essentiel. Encensée avec lyrisme, la voisine du sud peut toutefois être vilipendée sans ménagement quand elle semble s'éloigner du droit chemin, quand ses actes ne correspondent plus à l'idéal noble mais utopiste qu'elle est censée incarner. L'opinion confronte alors avec angoisse la "France actuelle" à une mythique "France éternelle". La période 1934-1938 est sans doute l'une des plus révélatrices. Elle s'ouvre sur l'émeute du 6 Février, portée par la vague grondante de l'antiparlementarisme, et se clôt avec l'*Anschluss* et l'arrivée au pouvoir, en avril 1938, d'un cabinet Daladier qui ne tardera pas à s'inscrire dans une logique de guerre. Au cœur de cette période, l'année 1936 est une charnière. Hitler rompt le pacte de Locarno en remilitarisant la Rhénanie, Léon Blum et le Front populaire déchaînent les passions les plus contradictoires tandis que la Belgique officialise, par le discours royal du 14 octobre, une évolution amorcée depuis plusieurs mois: elle proclame une politique d'indépendance, bientôt garantie à la fois par la France, la Grande-Bretagne et le Reich.

Dans l'opinion publique belge, l'impression d'un déclin, d'une perte de prestige de la France est largement répandue depuis l'Armistice de 1918. A ce moment, la France semble unie, réconciliée avec elle-même et dispose de tous les atouts pour exercer ce que d'aucuns appelleront un impérialisme hégémonique et d'autres une prédominance méritée. Toutefois, cette image va rapidement se dégrader et, au milieu des années trente, on exploite à l'envi le thème de la "France décadente". En toute logique, ce sont les conservateurs, catholiques ou libéraux doctrinaires, qui se montrent les plus virulents. Ils fustigent une politique extérieure faible et hésitante, déplorent un glissement de plus en plus accusé vers l'extrême-gauche mais stigmatisent surtout une

profonde crise morale. Celle-ci est souvent évoquée de manière diffuse et relève de la conjonction de plusieurs facteurs. Mais, avant de les détailler, il est indispensable de revenir sur les attentes et les représentations de la droite vis-à-vis de la France, attentes et représentations largement tributaires d'un système de valeurs français.

1. UNE IDOLE OMNIPRESENTE

En lisant la presse bruxelloise ou wallonne des années trente, on ne peut manquer d'être frappé par l'intérêt que suscite l'actualité française, tant politique que culturelle. En terme de surface rédactionnelle, la Belgique et la France sont presque placées sur un pied d'égalité. Ce sont les journaux et les revues classés à droite qui accordent à la voisine du sud l'attention la plus soutenue. "Ce qui se passe en Angleterre, nous pourrions ne pas le savoir", écrivent les libéraux doctrinaires de *La Gazette*.¹

"Ce qui se passe en Allemagne nous intéresse comme une menace de voisin. Ce qui se passe en France nous intéresse comme ce qui se passe dans notre propre maison".²

Dans ses souvenirs, l'avocat catholique Raymond Verlaine raconte, de la même façon, la passion avec laquelle ses parents s'enflammaient, dans les réunions de famille, pour des sujets de politique intérieure française, notamment les méfaits des radicaux au pouvoir.³

¹ Quotidien fondé en 1871, *La Gazette* s'affirme, à l'origine, de tendance démocratique et s'adresse en priorité à la bourgeoisie. Dans les années trente, elle appartient clairement au camp conservateur. Attirée par les régimes autoritaires et violemment critique à l'égard de la démocratie parlementaire, elle est souvent proche des thèses défendues dans *La Nation Belge* ou dans *La Légion Nationale*. Dirigée par Jules Frickx, elle a pour rédacteur en chef Edmond Hoton puis Maurice Torfs. Elle cesse de paraître le 13 mai 1940 (Campé, 1989, 184 sq.). Il est extrêmement difficile de déterminer, pour les années trente, le tirage des périodiques. Les organismes de contrôle n'apparaîtront que bien plus tard et les journaux préservent farouchement le secret sur ces informations, notamment pour ne pas décourager les annonceurs. Néanmoins, certains chiffres, parfois contradictoires, sont donnés par la *Radioscopie de la presse belge* (*Radioscopie*, 1975) et par un rapport sur la presse belge du diplomate français Rochereau de la Sablière (30/6/1938), analysé par Robert Demoulin (1984, 711). En ce qui concerne *La Gazette*, on peut estimer que son influence est relativement faible puisqu'elle n'est même pas reprise dans la liste dressée par Rochereau.

² *La Gazette*, 13/5/1935, p. 1.

³ Docteur en Droit de l'Université de Liège, avocat (1938-1949), juge de paix (1949-1984), Raymond Verlaine, né en 1914, est secrétaire de cabinet du ministre des Affaires économiques Jean Duvieusart en 1947-1948, chef de cabinet du ministre de la Justice Moreau de Melen en

"Ces francophiles véhéments se sentaient aussitôt de l'opposition quand ils vivaient en pensée l'existence de leur deuxième patrie. La vie publique de la Belgique les passionnait un peu moins".⁴

L'omniprésence de l'actualité française dans la presse belge s'explique aussi par des contingences matérielles qui tiennent au problème des sources de renseignements: Belga est alimentée à 80% par l'agence française Havas. Les années 1936-1938 voient se diversifier légèrement les sources de l'agence belge, notamment vers l'Allemagne et l'Italie. L'arrivée du Front populaire et la politique d'indépendance jouent peut-être un rôle dans cette évolution. Néanmoins, Havas continue à exercer une réelle hégémonie, d'autant qu'elle contrôle pour moitié la publicité belge (Demoulin, 1984, 707).

Abonnés à un ou plusieurs périodiques parisiens, confrontés à ce type de littérature dans la salle d'attente de leurs médecins de famille, les Belges des années trente, et particulièrement les bourgeois conservateurs, baignent réellement dans l'atmosphère française. Jean Stengers a vécu, enfant, l'impact du journal populaire *Paris-Soir*, le plus lu en Belgique après *Le Soir* vers 1936.⁵ Quant à la famille de Raymond Verlainne, elle achète indistinctement *La Libre Belgique*⁶ et le quotidien parisien *La Croix*.⁷ Les hebdomadaires français,

1948-1949 et conseiller communal de Liège de 1947 à 1949. Léopoldiste convaincu, il collabore au quotidien *La Gazette de Liège* et à *La Revue Générale Belge*. De 1945 à 1946, il est également l'un des rédacteurs principaux du quotidien catholique liégeois *Le Courrier Wallon*, créé, comme son nom ne l'indique pas, pour contrer l'expansion du mouvement wallon dans la région. Outre *Sans haine et sans gloire*, Verlainne a publié, en 1951, l'ouvrage politique *Autour de nos chambres*.

⁴. Verlainne (1944, 18).

⁵. Interview de Jean Stengers (1985, 139).

⁶. Dirigée à ce moment par Paul Jourdain (1877-1954), fils et neveu des fondateurs du *Patriote*, *La Libre Belgique* s'avère, au fil des années trente, moins conservatrice que d'autres journaux catholiques comme *Le Rappel* ou *La Gazette de Liège*. Elle oscille souvent entre centre et droite selon la personnalité de ses rédacteurs (Stéphany, 1996; *Radioscopie*, 1975, 57-95). Tirage: environ 80.000 exemplaires en 1937 (*Radioscopie*, 1975, 74), entre 100.000 et 120.000 exemplaires en 1938 (Demoulin, 1984, 711).

⁷. Verlainne (1944, 18). Quotidien catholique fondé en 1883 par les Assomptionnistes, *La Croix* émane de la Maison de la Bonne Presse, une entreprise originale de diffusion, souvent bénévole, de la presse catholique à travers la France. Destinée à un large public, *La Croix* adopte rapidement le style et le contenu de la presse populaire. Si elle accepte la politique de Ralliement à la République de Léon XIII, elle mène néanmoins une virulente campagne anti-dreyfusarde qui lui attire les foudres gouvernementales. Après 1918, elle reste farouchement de droite mais la condamnation de l'Action Française dont elle était proche (1926) et un changement de direction imposé par Rome lui font amorcer un virage à gauche. D'autre part, elle diversifie son contenu, améliore sa présentation et élargit sa rédaction. Malgré un tirage relativement faible, *La Croix* exerce, grâce au clergé, une influence certaine, apparaissant comme le porte-parole officieux de la hiérarchie catholique (Fleury, 1986).

dont le plus célèbre et le plus luxueux est sans nul doute *L'Illustration*, sont largement diffusés.⁸ Enfin, signalons l'attrait qu'exercent, toutes classes sociales et toutes tranches d'âge confondues, les revues satiriques et pamphlétaires, souvent philo-fascistes, telles *Candide*, *Gringoire* ou *Je Suis Partout*, que l'on achète d'ailleurs sans forcément adhérer à chaque point de leur philosophie.⁹

Avant 1926 et sa condamnation par Rome, l'Action Française de Charles Maurras régnait sans partage sur les esprits. Se pliant aux injonctions papales, les maurrassiens belges se sont détachés, bon gré mal gré, de leur maître à penser mais ont continué, au cours de la décennie suivante, à lire ses écrits incendiaires et à suivre les développements de sa pensée. Le titre que choisit

⁸. Né en 1843, *L'Illustration*, hebdomadaire d'actualité parisien toujours à la pointe du progrès technique, propose, sur grand in-quarto et à un prix relativement élevé, un texte très dense et richement illustré. Durant la première moitié du XXe siècle, "il resta sans concurrence, le magazine de qualité français dont la lecture constituait une sorte de consécration sociale" (*Histoire générale de la presse française, Tome III, 1972, 387*). Tiré, dans les années trente, à 200.000 exemplaires en moyenne, il se taille une réputation internationale, diversifie ses centres d'intérêt et multiplie les numéros spéciaux. Politiquement, il se classe très à droite, marquant notamment son hostilité au Front populaire. Sa parution ininterrompue de 1940 à 1944 lui vaut une mise sous séquestre à la Libération. *L'Illustration* devient alors *France-Illustration* (Marchandiau, 1987).

⁹. Hebdomadaire politique et littéraire fondé à Paris en 1924 par l'éditeur Arthème Fayard, *Candide* se définit par son ancrage à droite. Il se place dans le sillage de *L'Action Française* tout en se montrant moins doctrinal. Parmi ses collaborateurs, on peut citer Léon Daudet ou Pierre Gaxotte qui prend la relève de Jacques Bainville, décédé en 1936. Au cours de cette année cruciale, *Candide* tire à près de 400.000 exemplaires. violemment opposé au Front populaire, il approuvera les accords de Munich et se ralliera au maréchal Pétain en 1940 avant de disparaître à la fin du conflit. *Gringoire* est, quant à lui, un hebdomadaire politique et littéraire fondé en 1928 par Horace de Carbuccia. Après les événements du 6 Février 1934, il évolue vers l'extrême-droite. En effet, l'émeute se solde notamment par la mise à l'écart du préfet de police Chiappe, beau-père de Carbuccia, jugé trop favorable aux Ligues. *Gringoire* compte parmi ses collaborateurs Henri Béraud ou André Tardieu. Il s'oppose fermement au Front populaire et l'année 1936 voit ses ventes passer de 500.000 à 650.000 exemplaires. L'hebdomadaire est à l'origine de la campagne menée contre Roger Salengro, ministre de l'Intérieur de Léon Blum qui se suicida, rongé par les accusations fausses de désertion. Sous l'occupation, *Gringoire* persévère dans sa ligne politique favorable aux puissances totalitaires et disparaît à la Libération. Enfin, *Je Suis Partout* est un hebdomadaire fondé à Paris en 1930 par l'éditeur Arthème Fayard et dirigé par Pierre Gaxotte. Il devait se consacrer essentiellement à la politique étrangère mais abandonne vite cette vocation première. A partir de 1936, il est rejoint par de jeunes partisans de l'Action Française comme Robert Brasillach et Lucien Rebatet. Ceux-ci s'intéressent avant tout à la politique nationale et orientent l'hebdomadaire vers le fascisme, l'antisémitisme et l'opposition virulente au Front populaire. Les anciens responsables de *Je Suis Partout*, Fayard en tête, l'abandonnent mais une équipe de journalistes, autour de Gaxotte, en poursuit la parution. En 1940, l'hebdomadaire est suspendu. Il reparait en février 1941 et sera dès lors l'un des organes collaborateurs les plus actifs jusqu'en août 1944 (*Histoire générale de la presse française, Tome III, 1972, 588 sq.*; Sirinelli, 1992, 138-139; Dioudonnat, 1973).

Degrelle pour son quotidien, *Le Pays Réel*¹⁰, est d'ailleurs directement inspiré de la pensée maurrassienne¹¹, pensée qui continue de s'afficher, plus ou moins ouvertement, dans des organes comme *La Revue Catholique des Idées et des Faits*¹², *La Revue Réactionnaire*¹³ ou *La Nation Belge*.¹⁴ *Candide*, *Gringoire*

¹⁰. Quotidien rexiste lancé le 3 mai 1936 en vue des législatives toutes proches, *Le Pays Réel* obtient un succès certain jusqu'à l'élection partielle d'avril 1937, tirant parfois à près de 100.000 exemplaires. Mais, les difficultés politiques et financières de Rex se répercutent sur lui comme l'indiquent clairement la baisse du nombre de pages et un tirage en chute libre (30.000 à 50.000 exemplaires en 1938). Sous l'occupation, *Le Pays Réel* sera l'un des principaux organes collaborateurs et cessera de paraître le 2 septembre 1944 (Magain, 1988).

¹¹. Voir le dernier chapitre de l'étude d'Eugen Weber (1964, 533-538), intitulé "Le Flambeau qui demeure". Il y évoque l'impact de l'Action Française en Belgique dans les années vingt et trente. Voir également Defoort (1978, 355-369).

¹². Hebdomadaire catholique fondé en 1921 sous les auspices du cardinal Mercier par l'abbé René-Gabriel Van den Hout, *La Revue Catholique des Idées et des Faits (R.C.I.F.)* se classe résolument à droite. Elle affirme ne pas juger un régime en fonction de sa puissance mais de sa compatibilité avec l'idée chrétienne. Elle s'oppose ainsi à la démocratie parlementaire parce que celle-ci fait obstacle à l'influence et à la mission de l'Église mais se montre plutôt favorable au fascisme ou à l'idée d'une contre-révolution de droite. La *R.C.I.F.* publie des articles politiques, artistiques, religieux mais également une rubrique hebdomadaire de l'abbé Van den Hout, intitulée "La Semaine" jusqu'en septembre 1936, puis "Libres Propos". Ayant connu son apogée vers 1925, où son tirage avoisinait les 5.000 exemplaires, elle chute à 2.500 environ entre 1934 et 1936 pour s'effondrer en 1939-1940 à moins de 2.000 et disparaître en mai 1940. (Grognaud, 1987, 691-724).

¹³. *La Revue Réactionnaire*, née en 1933 et dirigée par Robert Poulet, est l'organe du groupe Réaction présidé par le général Neuray. Elle se veut anticapitaliste, antidémocratique et en appelle à une réforme de l'état sur la base d'une organisation corporatiste et monarchiste. Elle désigne le libéralisme, le socialisme et le communisme comme ses principaux ennemis. Le public qu'elle privilégie se compose de producteurs, de jeunes et d'intellectuels. *La Revue Réactionnaire* est soutenue par *La Nation Belge* et par les milieux d'Action Française. Elle reçoit ainsi le patronage de Charles Maurras lui-même. L'expérience dure deux ans et s'arrête avec le départ de Poulet. Elle est reprise dès octobre 1935 par *La Revue de l'Ordre Corporatif*, dirigée par Charles Anciaux dit Fabricius. Cette revue défend les mêmes opinions et compte, parmi ses collaborateurs principaux, Ivan Renchon, le futur directeur de l'Institut belge d'Études corporatives, ainsi que les futurs rexistes Serge Doring et Max Hodeige. Elle paraîtra jusqu'en septembre 1939 (Delcord, 1986, 153-205). Tirage: 1.000 exemplaires environ selon B. Delcord (1986, 171) mais 300 à 400 seulement selon J. Stengers (1970, 17-18).

¹⁴. Le quotidien est lancé en France avant l'Armistice de la première guerre mondiale par Fernand Neuray, ancien responsable de *L'Avenir du Luxembourg* et du *XXe Siècle*. Il le dirigera jusqu'à sa mort en 1934, date à laquelle son fils Paul lui succédera, assisté de l'administrateur Joseph Finet et de l'administrateur adjoint Jean Neuray. Le secrétaire général est alors Paul Herten et le secrétaire de rédaction, René Fraikin. *La Nation Belge*, considérée comme le "journal des officiers", s'affirme le quotidien de l'union nationale et défend des positions très conservatrices voire corporatistes. Elle accueille régulièrement les chroniques de journalistes français de droite tels les maurrassiens Jacques Bainville et Pierre Gaxotte. Après la seconde guerre, elle se maintiendra vaillamment que vaillamment avant de disparaître le 31 décembre 1956 (Neuray, 1934; Stengers, 1970, 17-18). Tirage en 1938: 40.000 à 60.000 exemplaires.

et *Je Suis Partout*, plus dynamiques que la vieille *Action Française*¹⁵, moins marqués idéologiquement mais tout aussi virulents, offraient, sans nul doute, une sorte de substitut à la lecture du quotidien excommunié. Quel que soit l'air du temps, les modes de pensée et les réflexes intellectuels en Belgique francophone semblent souvent façonnés ou, à tout le moins, colorés par des idéologies importées du sud (Bartier, 1979, 8-16).

Si, politiquement, la gauche idéalise la France issue de la Révolution, les catholiques conservateurs montrent, au contraire, une véritable nostalgie de la monarchie chrétienne d'Ancien Régime. Dans leur optique, 1789 marque le déclin de la France éternelle et se trouve à l'origine de tous les maux contemporains: République, franc-maçonnerie, marxisme, parlementarisme.¹⁶ Le quotidien catholique namurois *Vers l'Avenir*¹⁷ est presque le seul à écrire: "qu'elle soit républicaine, monarchique ou dictatoriale, nous aimons la France".¹⁸ Mais, on sent clairement qu'il s'agit d'une déclaration de principe.

La Revue Réactionnaire par exemple, sous la plume de Charles Anciaux¹⁹, s'inscrit réellement dans une admiration passéiste et exalte les "bienfaits de la

¹⁵. Lancée par Henri Vaugeois en 1899, la *Revue de l'Action Française*, organe de combat anti-dreyfusard, est vite rejointe par Charles Maurras. En 1908, elle devient quotidienne sous le nom de *L'Action Française*. Ce journal est avant tout un instrument de lutte politique au service de la ligue d'Action Française. Il s'attaque violemment à la République qu'il prétend renverser pour en revenir à une monarchie forte et catholique. Son ton pamphlétaire et ses campagnes virulentes font son originalité. Jusqu'au milieu des années vingt, les thèmes maurrassiens influencent de façon profonde la presse catholique et donnent à *L'Action Française* elle-même près de 100.000 lecteurs. La condamnation papale de 1926 lui fait perdre une partie de son aura mais le tirage et l'influence du journal restent importants. A l'époque du Front populaire, *L'Action Française* s'affirme de plus en plus fascistophile et antisémite. Elle attaque la gauche au pouvoir de façon incessante et souvent immodérée. Ayant apporté son soutien au gouvernement de Vichy, elle disparaît à la Libération (Weber, 1964).

¹⁶. Sur cette question, voir notamment le premier chapitre de l'ouvrage que Philippe Raxhon (1996, 15-48) consacre à la mémoire de la Révolution française en Belgique. Il y analyse, pour le XIXe siècle, l'impact de 1789 sur les mentalités politiques catholiques, libérales et socialistes.

¹⁷. *Vers l'Avenir* est dirigé, dès 1934, par Marc Delforge (1909-1986) qui en tiendra les rênes jusqu'en 1975. Il succède ainsi à son père, René Delforge, fondateur du quotidien après la première guerre. Marc Delforge sera, de 1942 à 1944, chef de cabinet du ministre de l'Information dans le gouvernement de Londres. Maître de conférences à l'Université de Louvain après la seconde guerre, il contribuera à la formation de plusieurs générations de journalistes (*Radioscopie*, 1975, 519-538). Tirage: 10.000 exemplaires en 1937 (*Ibid.*, 538), 25.000 à 30.000 exemplaires en 1938 (Demoulin, 1984, 711).

¹⁸. *Vers l'Avenir*, 27/2/1934, p. 1.

¹⁹. Poète et écrivain belge, directeur au ministère des Finances, Charles Anciaux (1889-1940) participe à *La Revue Réactionnaire* puis dirige *La Revue de l'Ordre Corporatif*. On lui doit de nombreux ouvrages de doctrine corporatiste et, sous le pseudonyme de Fabricius, plusieurs

France royale".²⁰ La plupart des conservateurs souhaitent d'ailleurs une restauration et soutiennent les prétendants au trône de France, exilés en Belgique. Pour l'opinion catholique, une telle restauration ne peut se concevoir sans que la France ne retrouve son rang parmi les puissances chrétiennes, sans qu'elle ne redevienne la "Fille aînée de l'Église".²¹

La nostalgie monarchique et le souhait d'une restauration sont également perceptibles chez certains libéraux de droite. Si *La Gazette* s'y rallie par espoir de voir la France trouver un chef et une stabilité politique²², *Le Journal de Liège*, plus modéré, défend farouchement un régime républicain qui s'épurerait de ses tares présentes.²³ A ses yeux, l'heure de la royauté est passée, faute de prétendant sérieux et d'une volonté populaire.²⁴

Sur un plan plus temporel, catholiques et libéraux de droite estiment que la mission politique de la France est d'assurer la stabilité et la paix de l'Europe en tenant tête à l'Allemagne. La sécurité et l'indépendance de la Belgique en dépendent, comme l'indique Auguste Mélot²⁵, dans la catholique *Revue Générale*.²⁶ Paris doit "soutenir de sa grande puissance et grouper autour d'elle

pamphlets antiparlementaires et corporatistes. En 1940, il fait encore paraître *Les responsabilités de la guerre de 1939. Chronique d'une faillite*.

²⁰ *La Revue Réactionnaire*, 15/9/1933, p. 244.

²¹ Voir notamment *L'Avenir du Luxembourg*, 9/2/1934, p. 1 et *Vers l'Avenir*, 10/11/1936, p. 3.

²² *La Gazette*, 1/2/1934, p. 1.

²³ Remontant à 1764, *Le Journal de Liège* est longtemps resté intimement lié aux milieux industriels liégeois et notamment à la société Ougrée-Marihaye. Il est publié par une société anonyme constituée le 16 juillet 1920. Son conseil d'administration est présidé par H. Desoer. Le directeur du journal durant les années trente est le député libéral Désiré Horrent. Les correspondances parisiennes sont assurées par Michel Duchatto et par Jean-Bernard jusqu'à sa mort en 1936. *Le Journal de Liège* ne reparait pas après la seconde guerre mondiale (Campé, 1989, 183 sq.; Natalis, 1986, 44-45). Tirage en 1938: environ 5.000 exemplaires.

²⁴ *Le Journal de Liège*, 24-25/3/1934, p. 1.

²⁵ Avocat et homme politique catholique belge, ministre plénipotentiaire en Argentine de 1917 à 1919, Auguste Mélot (1871-1944) est député de Namur de 1902 à 1919. De 1919 à 1935, il co-dirige *La Revue Générale* où il tient régulièrement une chronique bien informée de politique extérieure. Il est également l'auteur de divers ouvrages historiques. Il meurt en déportation au camp de Neuengamme.

²⁶ Revue catholique fondée en 1865 par l'ancien journaliste et avocat Edouard Ducpétiaux, elle est dirigée, dans l'entre-deux-guerres, par l'écrivain Henri Davignon. Mais des divergences de vue et une orientation trop littéraire entament son crédit: elle ne compte plus qu'un millier d'abonnés. En 1937, Louis de Lichtervelde, ancien chef de cabinet de plusieurs ministres, écrivain et historien, remplace Davignon et tente de redresser la barre mais l'occupation allemande brise son effort. En novembre 1945, *La Revue Générale* fusionne avec *La Revue Belge* sous le nom de *Revue Générale Belge*. Elle paraît encore aujourd'hui sous son titre originel (Piepers, 1968).

pour la justice et pour le droit toutes les petites nations".²⁷ Cette conception émane directement d'une image omniprésente dans les années trente, celle d'une France saignée à blanc par la Première Guerre mondiale mais qui triomphe et symbolise ainsi la victoire du Bien sur le Mal. "[...] Tout ce qui affaiblirait la France, affaiblirait le droit et la paix dont elle est à la fois le bouclier et la gloire", écrit *Le Journal de Liège*.²⁸

Enfin, la France apparaît comme la mère spirituelle, dont la Belgique francophone partage les arts et les lettres, les traditions et les modes de vie. *Pourquoi Pas?*²⁹, hebdomadaire de tendance libérale, y attache une importance essentielle:

"Nous, nous avons toujours professé que la pensée, la science, l'art et les lettres français constituaient pour nous le fondement de notre vie intellectuelle, et en même temps notre grand trésor".³⁰

Le journaliste et écrivain Charles d'Ydewalle³¹ explique même que la langue française permet aux intellectuels "de se sentir bons Européens, comme la langue latine au temps d'Érasme".³² *La Gazette* renchérit: "se ranger au côté de la France, c'est épouser la civilisation par excellence"³³, "l'une des grandes œuvres de l'esprit humain".³⁴ Le "génie français" se manifeste par un "sens profond de l'équilibre et une raison supérieure" qui reprennent toujours le

^{27.} *La Revue Générale*, février 1934, p. 248.

^{28.} *Le Journal de Liège*, 17/1/1934, p. 1.

^{29.} Hebdomadaire bruxellois souvent satirique, *Pourquoi Pas?* est lancé en avril 1910 et devient rapidement une institution. Ses trois directeurs-fondateurs sont Louis Dumont-Wilden, journaliste et essayiste, également collaborateur à *La Nation Belge*, Georges Garnir, journaliste et romancier, collaborateur à *L'Indépendance Belge* et à *L'Étoile Belge*, et le journaliste d'origine française Léon Souguenet. *Pourquoi Pas?* se caractérise surtout par son portrait hebdomadaire, ses courtes informations appelées "Miettes de la semaine" et son courrier des lecteurs, théâtre de polémiques à rebondissements. Revendiquant son indépendance politique, *Pourquoi Pas?* peut cependant être classé dans la mouvance libérale. Il disparaîtra en 1988 en fusionnant avec *L'Express Week-end* (Cuvelier, 1982).

^{30.} *Pourquoi Pas?*, 29/3/1935, p. 630.

^{31.} Essayiste, publiciste et historien belge, le chevalier Charles van Outryve d'Ydewalle (1901-1985) est, avant et après la deuxième guerre, journaliste à *La Nation Belge*, au *Soir* et à *La Libre Belgique*. Grand reporter international puis rédacteur politique, il réussit, en 1942, à gagner l'Angleterre et est détaché, comme correspondant de guerre, à la 1ère Armée française dont il partage les combats de la Libération. On lui doit de nombreux ouvrages, souvent consacrés à l'histoire contemporaine de la Belgique. Il a également rédigé ses mémoires.

^{32.} C. d'Ydewalle (1938, 18-21).

^{33.} *La Gazette*, 3/9/1936, p. 1.

^{34.} *La Gazette*, 23/9/1937, p. 1.

dessus aux heures les plus graves.³⁵ Paul Hoornaert³⁶, directeur de la fascisto-phile *Légion Nationale*³⁷, exprime aussi l'image de sa France idéale:

"sous le ciel le plus beau et le plus nuancé du monde, la race par laquelle Dieu, au cours des siècles, accomplit Ses gestes, se recueille pour un avenir de grandeur et de beauté".³⁸

La France, sous sa plume, devient l'instrument divin et le berceau du peuple élu...

Quant aux rexistes, que l'on accuse fréquemment de francophobie, ils ont une attitude ambiguë. Léon Degrelle, d'origine française et marié à une Française, met cependant un point d'honneur à prôner la distanciation entre Paris et Bruxelles. L'accord qu'il signe, en octobre 1936, avec les nationalistes flamands du Vlaamsch Nationaal Verbond (V.N.V.) n'est sans doute pas étranger à cette philosophie (De Wever, 1994, 225-229; Etienne, 1968, 96-102). Cependant, on trouve dans la presse rexiste des appels et des hommages à la France de Jeanne d'Arc et de Saint Louis que ne renieraient pas les autres conservateurs. En avril 1936, l'article de Franz Weyergans intitulé "Mission de la France" présente une profession de foi révélatrice.³⁹

^{35.} *La Gazette*, 15/2/1936, p. 1.

^{36.} Avocat, docteur en Droit de l'Université de Liège en 1910, Paul Hoornaert (1888-1944) appartient à une famille catholique bourgeoise. Il commence sa carrière de polémiste dans un quotidien démocrate-chrétien liégeois. Ayant combattu durant toute la première guerre mondiale, il entre, en 1924, à la Légion Nationale, un mouvement d'anciens combattants d'extrême-droite dont il devient le chef et qu'il oriente progressivement vers le fascisme. Il prend néanmoins ses distances avec les théories mussoliniennes dès 1939. Sous l'occupation, il engage ses troupes dans la Résistance. C'est l'origine du groupe Hoornaert-Dirix de l'Armée secrète qui se distinguera dans les combats de la Libération. Paul Hoornaert, lui, ne peut y participer: arrêté en 1942, il décède en déportation à Sonnenburg.

^{37.} Hebdomadaire paraissant à Liège depuis 1923, *La Légion Nationale* est rapidement prise en main par Paul Hoornaert qui l'oriente dans le sens du nationalisme intégral maurrassien avant de se réclamer du fascisme après 1932. L'Ordre Nouveau qu'il appelle de ses vœux est avant tout un régime d'autorité, de discipline et de hiérarchie basé sur le corporatisme et un pouvoir royal fort. Il accorde une large place à la reproduction d'articles étrangers provenant notamment des périodiques français d'extrême-droite. Il cesse de paraître au lendemain du 10 mai 1940. Tirage dans les années trente: entre 1.000 et 1.500 exemplaires (Delmotte, 1965).

^{38.} *La Légion Nationale*, 4/6/1938, p. 2.

^{39.} Docteur en Droit de l'Université de Liège, Franz Weyergans (1912-1974) commence sa carrière au Barreau avant de rejoindre l'I.N.R.. Durant les années trente, il collabore à la presse rexiste. Il se lance ensuite dans l'écriture de romans et de nouvelles, tout en menant, après la seconde guerre, une carrière de critique littéraire et cinématographique, notamment dans la presse démocrate-chrétienne (*La Revue Nouvelle*, *Le Ligueur*...). Lauréat du Prix Rossel, fondateur du mensuel littéraire *Présence des livres*, il s'intéresse également à la pédagogie et y consacre plusieurs ouvrages.

"Nous savons que la patrie française, dépositaire des plus pures traditions chrétiennes et intellectuelles, continue, avec les mérites cachés de son peuple, avec les grandes voix de ses penseurs et de ses écrivains, continue (sic) à mériter son nom, à fournir chaque jour sa propre justification et des enseignements au monde".⁴⁰

Face à de telles attentes, toute sensation de déclin de la France apparaît comme un risque et suscite l'inquiétude. C'est ce qui se produit dans la seconde moitié des années trente. Les facteurs supposés de la crise morale française sont multiples mais sept d'entre eux sont particulièrement mis en exergue par l'opinion conservatrice: "l'invasion" juive et étrangère, la dénatalité, la puissance de la franc-maçonnerie, la dépravation des mœurs parlementaires, la déchristianisation, l'influence de l'enseignement laïc et enfin le déclin culturel.

2. LA CRISE MORALE ET LA NATION FRANÇAISE

2.1 L'"invasion" étrangère

La France, qui s'honore du titre de terre d'asile, accueille de nombreux immigrants et réfugiés politiques qui rejoignent, dans les faubourgs des grandes villes, des hommes et des femmes originaires des territoires français d'Outre-Mer. Pour les journaux de droite, la France subit une véritable invasion. Elle néglige les siens en nourrissant, en période de crise, des réfugiés qui se conduisent en parasites. Elle sombre dans l'insécurité en leur laissant fomenter sur son sol un coup d'état bolcheviste (Weber, 1995, 123-151; Lequin, 1988, 411-428). Les Juifs, qu'ils soient de nationalité française ou étrangère, subissent incontestablement les pires attaques xénophobes (Goedleven, 2001).

⁴⁰. *Rex*, 24/4/1936, p. 25. Fondé par Léon Degrelle en 1932, *Rex* est d'abord un magazine littéraire de seize pages, proposé comme supplément à l'hebdomadaire de luxe *Soirées*. Le succès est tel qu'il devient un titre à part entière en janvier 1933 et paraît dès lors de façon bimensuelle. A partir du 22 mars 1934, il retrouve toutefois son statut d'hebdomadaire par l'absorption de *Vlan*, l'organe politique de Léon Degrelle. Cette manœuvre permet à Degrelle de quadrupler l'audience de sa revue doctrinale et fait peu à peu de *Rex* une tribune à la fois politique et littéraire qui paraîtra jusqu'en 1940. Tirage en 1934: 40.000 à 50.000 exemplaires (Magain, 1988).

Alors que *La Nation Belge* réclame que les "indésirables" de la "banlieue rouge" soient "mis hors d'état de nuire"⁴¹, *La Légion Nationale*, reprenant un dessin du journal satirique allemand *Kladderadatsch*, présente les "cavaliers de l'apocalypse"⁴² qui s'abattent sur la France en la personne d'un Juif, d'un Africain et d'un Asiatique, aux visages déformés par la haine. Rédigeant pour *Le Jour*⁴³, au cours de l'automne 1934, une série de vingt articles faisant l'"inventaire de la France"⁴⁴, Georges Simenon s'en prend particulièrement au cinéma français et à ses producteurs véreux. Il insiste lourdement sur leur sémitisme, leur origine étrangère: "ils sont moldovalaques, illyriens, andor-rans".⁴⁵

En octobre 1934, le ministre des Affaires étrangères Louis Barthou est assassiné à Marseille, avec Alexandre Ier de Yougoslavie. Les responsables de l'attentat étant des Oustachis croates, la presse se déchaîne contre les autorités françaises qu'elle accuse de laxisme dans le contrôle des frontières. Pour beaucoup de rédacteurs, les étrangers vivant en France s'identifient à des terroristes. La catholique *Gazette de Liège*⁴⁶ en appelle à plus de sévérité.

"On s'irrite des innombrables métèques qui encombrant les pays trop hospitaliers. Les 'réfugiés politiques' – étiquette qui apitoie certains et commode en tout cas pour masquer une condamnation de droit commun – sont pour la plupart bolchevisants, c'est un fait. J'approuve aussi sans réserve ceux qui répètent que, par les temps troublés où nous sommes, le territoire doit être impitoyablement et efficacement nettoyé de la racaille cosmopolite".⁴⁷

⁴¹. *La Nation Belge*, 5/2/1934, p. 1.

⁴². *La Légion Nationale*, 16/2/1934, p. 6.

⁴³. *Le Jour* est fondé en octobre 1933 par le journaliste et publiciste Léon Bailby. Celui-ci vient de quitter *L'Intransigeant* dont il était le propriétaire mais que son nouveau commanditaire voulait faire évoluer vers la gauche. Journal classé très à droite, parfois proche de *l'Action Française*, *Le Jour* se montre favorable aux régimes forts. En mars 1938, il absorbe *L'Écho de Paris* (*Histoire générale de la presse française*, Tome III, 1972, 511, 535-537).

⁴⁴. Ces articles sont publiés dans G. Simenon (1976, 311-404). Signalons par ailleurs que Simenon est le beau-frère d'Ivan Renchon de *La Revue de l'Ordre Corporatif* et qu'il y collabore lui-même.

⁴⁵. Simenon (1976, 369).

⁴⁶. Entreprise familiale, *La Gazette de Liège* est créée en 1840 pour donner un organe aux catholiques liégeois en remplacement du *Courrier de la Meuse* qui venait d'émigrer dans la capitale pour devenir *Le Journal de Bruxelles*. Le fondateur de *La Gazette de Liège* est Joseph Demarteau I, à l'origine d'une véritable dynastie de directeurs-rédacteurs en chef. Son fils Joseph Demarteau II dirigera le journal de 1863 à 1910, son petit-fils, Joseph Demarteau III, restera à sa tête jusqu'en 1959 et son arrière-petit-fils, Joseph Demarteau IV, jusqu'à la fusion avec *La Libre Belgique* en 1967 (Lefèbvre, 1990; Natalis, 1986, 52-54; *Radioscopie*, 1975, 57-95). Tirage en 1938: 20.000 à 40.000 exemplaires.

⁴⁷. *La Gazette de Liège*, 13-14/10/1934, p. 1.

L'année 1937 voit naître une nouvelle vague de xénophobie. En septembre, deux attentats à la bombe sont perpétrés contre des immeubles parisiens du patronat et l'enquête, qui finira par démasquer la Cagoule, s'oriente d'abord vers une responsabilité des milieux étrangers d'extrême-gauche (Bourdrel, 2000; Monier, 1999). Pour de nombreux journaux, des mesures spectaculaires et fermes doivent être prises. Réclamant une "sérieuse épuration", un "coup de balai", les catholiques hennuyers du *Rappel*⁴⁸ parlent du "troupeau galeux" qui circule sur les routes et "contamine" les centres ouvriers comme de la "mauvaise semence".⁴⁹ Désormais, les quotidiens conservateurs insistent davantage sur l'origine ethnique des auteurs de crimes et délits. Des organes jusque là modérés se radicalisent. C'est le cas du libéral *Journal de Liège* qui estime que "la France pêche, dans une Europe inquiète et troublée, par excès de confiance, d'urbanité, de tolérance".⁵⁰

Au-delà d'une explosion d'insécurité, on redoute les conséquences intellectuelles de l'"invasion étrangère". *Le Pays Réel* raconte ainsi les mésaventures d'un groupe de touristes belges.

"Et, le croirait-on, les trois cents Verviétois furent trimballés dans Paris sous la conduite d'une demi-douzaine de métèques, espagnols, moldo-valaques ou quelque chose d'approchant."

Et le journal d'ironiser sur leur connaissance très limitée de l'histoire de France... Le soir, ajoute-t-il, les guides "officiels" se muaient en racleurs "désintéressés" pour théâtres d'un genre spécial.⁵¹ L'idée d'une dénaturation de la France atteint même l'officieuse *Indépendance Belge*⁵², reprenant un article de l'hebdomadaire conservateur français *L'Opinion* les "naturalisations excessives [...] ont transformé l'âme traditionnelle française", conduisant à

⁴⁸ Depuis 1918, *Le Rappel* de Charleroi est dirigé par un homme jeune, Jean Valschaerts, qui le contrôlera jusqu'en 1972. Traditionaliste voire réactionnaire, le quotidien catholique est volontiers antisémite et ne cache pas son admiration pour le fascisme italien (*La presse catholique dans la province de Hainaut*, 1936, 47-50; *Radioscopie*, 1975, 411-424). Tirage en 1938: 12.000 à 15.000 exemplaires.

⁴⁹ *Le Rappel*, 29/9/1937, p. 1.

⁵⁰ *Le Journal de Liège*, 25-26/10/1937, pp. 1, 4.

⁵¹ *Le Pays Réel*, 18/8/1937, p. 3.

⁵² Quotidien lancé en février 1831 sous le titre *L'Indépendant*, il constitue le journal officiel du gouvernement jusqu'à la création du *Moniteur belge* en juin de la même année. Il sera par la suite l'un des principaux quotidiens libéraux de la capitale sous le nom d'*Indépendance Belge*. Acquis après la première guerre par Ernest Solvay, il finit par devenir, notamment sous la direction de René Hislair, le meilleur soutien des gouvernements van Zeeland (1935-1937). Il constituera alors, jusqu'en mai 1940, un consortium regroupant entre autres *L'Étoile Belge*, le *Neptune* d'Anvers et *Le Moniteur des Intérêts matériels* (Campé, 1989, 183 sq.). Tirage en 1938: environ 18.000 exemplaires.

accentuer "l'abrutissement intellectuel" et à préparer la "revanche de toutes les barbaries contre la civilisation". L'aboutissement logique est la "disparition progressive des Français en attendant celle de la France elle-même".⁵³

Si la xénophobie est, comme nous venons de le voir, relativement répandue, sa forme antisémite est sans doute la plus commune. Pour *Rex*, la France est ainsi "le plus enjuivé de tous les pays d'Europe".⁵⁴ La fièvre antisémite s'exhale des propos de ce jeune Français interrogé par le catholique *Avenir du Luxembourg*.⁵⁵

"Dans notre pays, les Français – ceux dignes de porter le titre et d'en sentir toute la valeur – sont aujourd'hui submergés par toute la racaille internationale [...]. Mais, ce serait peu si l'on ne voyait poindre cette troupe de vautours à l'affût des empires moribonds, ceux que l'histoire retrouve sur les ruines du Bas-Empire ou la défaite de Guillaume II, Israël enfin, tous grands et petits aux yeux larmoyants, aux familles tentaculaires prenant toute la place, trafiquant de tout, plongés dans tous les stupres de notre parlementarisme pulstulant (sic)".⁵⁶

L'époque du gouvernement Blum offre évidemment une occasion rêvée aux antisémites. A leurs yeux, une étape supplémentaire est franchie puisque la France n'est plus dirigée par des Français.⁵⁷ L'argument racial devient un leitmotiv. *La Gazette de Liège* attendra le mois d'octobre 1936 pour parler du "sémite Blum"⁵⁸ mais sera dès lors la plus active pour dénoncer "l'équipe de métèques"⁵⁹ qui dirige la France. Elle sera l'un des nombreux journaux conservateurs à reprendre les listes de Juifs haut placés publiées par Henri Béraud dans *Gringoire*.⁶⁰ *Le Pays Réel* atteint le paroxysme antisémite en

^{53.} *L'Indépendance Belge*, 27/8/1936, p. 1.

^{54.} *Rex*, 29/3/1935, p. 12.

^{55.} Durant toute l'entre-deux-guerres, le quotidien luxembourgeois est dirigé par Jean Gyselinx. Il subit l'influence du baron Pierre Nothomb, avocat, écrivain et homme politique, sénateur provincial catholique dès 1936, et d'Hubert Pierlot, député puis sénateur dès 1925, ministre dès 1934 (Louchez, 1994). Tirage en mai 1940: environ 3.300 exemplaires (*Radioscopie*, 1975, 538).

^{56.} *L'Avenir du Luxembourg*, 16/3/1938, p. 1.

^{57.} Sur les différents aspects de l'antisémitisme déployé en France contre Léon Blum, voir Birbaum (1988). L'auteur consacre une large place à Léon Blum et aborde de façon thématique les accusations portées contre lui. Il décrit aussi bien les attaques de la droite que celles d'une certaine frange de la gauche. Il présente, de plus, des documents iconographiques révélateurs. Voir également Schor (1992, 169-181).

^{58.} *La Gazette de Liège*, 27/10/1936, p. 1.

^{59.} *La Gazette de Liège*, 17/11/1936, p. 2 puis, entre autres, 18/11/1936, p. 2; 24/11/1936, p. 2; 6-7/12/1936, p. 2; 10/12/1936, p. 2; 17/12/1936, p. 2.

^{60.} Polémiste français, Henri Béraud (1885-1958) publie son premier livre à dix-huit ans avant de se lancer dans le journalisme et de devenir secrétaire de rédaction à *La Dépêche de*

mars 1938, durant la crise de l'*Anschluss*, lorsqu'il imprime, en première page, un dessin intitulé "La Palestine annexe la France".⁶¹ Parodiant les démonstrations de Nuremberg, il présente Léon Blum en uniforme hitlérien, passant en revue ses troupes: des dizaines de Juifs poings tendus, portant les insignes communistes et l'Étoile de David...

L'idée que l'on ne peut être simultanément Juif et Français trouve l'une de ses expressions les plus affirmées dans le portrait que *Pourquoi Pas?* consacre à Léon Blum en août 1935.

"Le Français type – celui que les grandes villes empêchent de voir – est un homme de la terre, il a ses pieds dans la terre, il y enfonce les murs de sa maison. [...] Le Juif s'accommode de la fortune anonyme et vagabonde; son meuble essentiel [...], c'est un coffre où on peut brusquement entasser ses trésors et fuir. [...] Il n'est pas encore adapté à cet Occident où nos aïeux ont dû s'arrêter devant la barrière atlantique et changer leurs tentes en demeures stables".⁶²

Neuf mois plus tard, le député français Xavier Vallat ne dira pas autre chose...⁶³

2.2. Une démographie vacillante

Au cœur du second conflit mondial, le journaliste collaborateur Raymond De Becker⁶⁴, revenant sur les années trente, écrit que la dénatalité était le facteur

Lyon. En 1913, il crée sa propre revue, *L'Ours*. Durant l'entre-deux-guerres, tout en continuant à publier des romans, il collabore à un nombre important de publications (*Le Crapouillot*, *Le Canard enchaîné*, *Le Merle Blanc*, *Le Mercure de France*, *L'Œuvre*, *L'Éclair*, *Le Petit Parisien*) mais ce sont surtout ses articles dans *Gringoire* qui font sensation. De 1934 à 1944, il est l'un des pamphlétaires les plus redoutés de la presse française. Condamné à mort en 1944, il voit sa peine commuée et est libéré en 1950.

⁶¹ *Le Pays Réel*, 16/3/1938, p. 1.

⁶² *Pourquoi pas?*, 23/8/1935, p. 1871.

⁶³ "Je dis [...] que, pour gouverner cette nation paysanne qu'est la France, il vaut mieux avoir quelqu'un dont les origines, si modestes soient-elles, se perdent dans les entrailles de notre sol, qu'un talmudiste subtil". Assemblée nationale, 6 juin 1936, voir l'annexe de Gaillard (2001, 267).

⁶⁴ Journaliste catholique belge, promoteur de diverses revues, Raymond De Becker (1912-1969) est rédacteur au quotidien louvaniste *L'Avant-Garde*, de tendance progressiste, mais également à *L'Indépendance Belge*, lorsque ce quotidien devient l'officieux du gouvernement van Zeeland. Il fonde, avant mai 1940, un périodique hyper-neutraliste, *L'Ouest* et est rédacteur en chef du *Soir* "volé" jusqu'à sa rupture avec l'autorité occupante en septembre 1943. C'est le discours de Degrelle sur la germanité des Wallons et leur intégration dans un grand Empire germanique qui motive cette rupture. Raymond De Becker se constitue prisonnier en

d'inquiétude principal de la jeune génération belge à l'égard de la France.⁶⁵ En effet, celle-ci a bien du mal à reconstituer une population décimée par la grande guerre et les conditions économiques ne sont guère favorables à une reprise des naissances. A l'encontre d'une République dont la population vieillit et se raréfie, l'Allemagne et l'Italie semblent en pleine expansion. La peur d'une disparition de la "race française", de son écrasement par des peuples plus dynamiques fait son chemin dans les esprits, surtout lorsqu'un article de Mussolini lui-même prévoit que la France sera rapidement incapable de défendre ses frontières. A l'heure où le fascisme italien séduit et influence bon nombre de catholiques belges (Balace, 1979, 146-164), le texte fait mouche. Il est notamment repris et commenté par *La Libre Belgique* et *La Gazette de Liège*.⁶⁶

Pour les journaux catholiques, l'athéisme et la franc-maçonnerie sont responsables du déclin français. *La Gazette de Liège* est ainsi convaincue que la France peut être divisée en deux, en prenant la Loire comme ligne de partage. Au sud dominant la maçonnerie et ses deux expressions politiques, le radicalisme et le socialisme. Au nord, les idées et les mœurs chrétiennes gardent davantage d'empire. Cela se traduit presque mathématiquement par une démographie plus florissante, prouvant que la "dépravation" provient de la maçonnerie et du Cartel des gauches.⁶⁷ Malgré ce bémol, la situation est plus qu'alarmante dans tout le pays:

"voici que la race commence à s'éteindre, faute de berceaux et que la puissante France d'il y a un siècle et demi, quand elle avait encore des discours religieux, est en train de devenir si faible numériquement, comparée aux nations qui ont mordu plus tard qu'elle au fruit empoisonné de la libre-pensée irrégieuse, qu'avant cinquante ans elle ne fera plus en Europe figure que de nation de troisième ordre".⁶⁸

Pour *Rex*, c'est bien au "suicide d'une race" que nous assistons.⁶⁹

Au gré d'une promenade champêtre, *La Revue Catholique des Idées et des Faits* compare la situation de la France à celle de la Flandre, encore prolifique.

"Voyageant en France, on est frappé de ne point rencontrer dans les campagnes des bandes d'enfants, des enfants 'en grappes' comme il en pousse encore chez nous. [...]"

mai 1945, est libéré conditionnellement en 1951 et s'installe en France où il collabore à diverses publications.

⁶⁵ R. De Becker (1970, 11).

⁶⁶ *La Libre Belgique*, 28/8/1934, p. 1; *La Gazette de Liège*, 28/8/1934, p. 1.

⁶⁷ *La Gazette de Liège*, 16/3/1934, p. 1

⁶⁸ *La Gazette de Liège*, 5/3/1935, p. 2.

⁶⁹ *Rex*, 1/2/1935, p. 16

Parfois, près de la niche du chien, joue, morose et solitaire, le triste héritier du domaine. Sur la place du village, il n'y a ni bruyantes parties de barres, ni rondes chantées. Pour servir la messe dans l'église désertée, le curé trouve difficilement un enfant de chœur. Le contraste est grand si l'on traverse par exemple notre beau pays de Campine. Des grosses fermes et des masures s'échappent des enfants et des enfants. Les aînés sont à peine hauts comme trois pommes qu'il y a déjà sur les bras de la mère un nourrisson".⁷⁰

Revenant à des considérations plus statistiques, la revue constate que la France est la seule nation au monde dont la population ne se soit pas accrue depuis 1870... mais omet d'insister sur la saignée de 1914-1918. A la recherche de solutions, les catholiques estiment que des encouragements législatifs ne seront pas suffisants. *La Libre Belgique* en appelle à restaurer la moralité, à retrouver les préceptes chrétiens et surtout la notion de famille.⁷¹

Dans le camp libéral, on insiste sur le même type de valeurs, tout en les dépouillant de leur connotation religieuse. Un lecteur de *Pourquoi Pas?* rejette ainsi la responsabilité du dépeuplement sur l'individualisme né de la Révolution et préconise, lui aussi, la revalorisation de la cellule familiale.⁷² Pour *La Gazette*, la dénatalité trouverait son origine dans l'attrait des villes animées, qui offrent des salaires attrayants mais désorganisent la vie traditionnelle.⁷³ Ce genre d'explication s'insinue jusque dans les colonnes de *La Dernière Heure*, un journal appartenant pourtant à l'aile gauche du libéralisme. Maurice de Waleffe⁷⁴, son correspondant à Paris, regrette que "le malthusianisme parisien profite des vacances pour aller évangéliser la province".⁷⁵ Il cite en exemple les bourses que l'Allemagne hitlérienne accorde aux jeunes ménages. Toutefois, cette approbation d'une initiative nazie sera vite désavouée par la rédaction bruxelloise du quotidien...⁷⁶

^{70.} *La Revue Catholique des Idées et des Faits*, 31/8/1934, p. 12.

^{71.} *La Libre Belgique*, 7/9/1937, p. 1.

^{72.} *Pourquoi pas?*, 19/10/1934, p. 2427.

^{73.} *La Gazette*, 23/4/1937, p. 1.

^{74.} Journaliste belge, docteur en Droit, Maurice Cartuyvels, dit de Waleffe (1874-1946), quitte la Belgique en 1897 pour Paris comme correspondant de *L'Indépendance Belge* puis de *L'Étoile Belge*, après avoir collaboré à *La Jeune Belgique*. A Paris, il fait partie de la rédaction du *Gaulois* et du *Figaro*. En 1910, il fonde *Midi-Journal*. Mobilisé en 1914, il devient correspondant de guerre du *Journal*. Après la guerre, il collabore régulièrement à *La Dernière Heure*. Il est, en outre, auteur dramatique et romancier.

^{75.} *La Dernière Heure*, 21/8/1935, p. 1

^{76.} *La Dernière Heure*, 27/11/1935, p. 1

2.3. Le rôle de la franc-maçonnerie

L'antimaçonnerie, vivace en France dans les milieux catholiques, est également très présent en Belgique. Une Ligue antimaçonnique est ainsi créée en 1910, calquant son activité sur son homologue française. Si le climat des années vingt est relativement calme, la décennie suivante se caractérise par un regain d'antimaçonnerie. Celui-ci marque la période de 1934 à 1940 et trouve son apogée en 1938-1939 (Hasquin, 1983, 283-296). C'est l'époque où les régimes totalitaires, notamment italien et allemand, persécutent l'Ordre, où *La Revue Internationale des Sociétés Secrètes* de Monseigneur Jouin influence les catholiques conservateurs tant en France qu'en Belgique.⁷⁷ Dans le courant des années trente, l'antimaçonnerie est, par ailleurs, indissociable de l'antisémitisme et de l'anticommunisme.

La découverte du scandale politico-financier de l'affaire Stavisky (Bon, 2000; Jankowski, 2000) et la crise gouvernementale qui s'ensuit constituent le point de départ d'une vaste campagne antimaçonnique. Plusieurs journaux publient ainsi des listes d'avocats ou d'hommes politiques initiés qui seraient mêlés aux malversations.⁷⁸ *La Gazette de Liège* reproduit le témoignage d'un maçon écœuré par la corruption de l'Ordre: "tous les maçons ne sont pas malhonnêtes mais tous les fripons sont initiés", gémit-il.⁷⁹

Pour le quotidien liégeois, l'Ordre est clairement responsable des crises gouvernementales à répétition⁸⁰ mais également des orientations de la politique extérieure française, qu'elles concernent la signature du Pacte franco-soviétique de 1935⁸¹ ou le vote de sanctions économiques contre l'Italie lors du conflit éthiopien.⁸² Le vocabulaire employé par la presse catholique pour dénoncer l'emprise des Frères sur la France ne s'embarrasse guère de fioritu-

⁷⁷ *La Revue Internationale des Sociétés Secrètes* paraît de 1912 à 1939, avec une interruption durant la guerre, sous l'impulsion de Mgr. Jouin, protonotaire apostolique en 1918, qui consacra toute son existence à la lutte antimaçonnique. La *R.I.S.S.* porte son attention sur la France mais également sur la Belgique. Elle y possède d'ailleurs un excellent réseau d'espionnage, notamment grâce aux liens entretenus avec le *Bulletin antimaçonnique*, organe de la Ligue antimaçonnique belge. En ce qui concerne la France, la *R.I.S.S.* est liée à l'Action Française même si rien n'est officiel. Peu à peu, son antimaçonnisme se teinte d'antisémitisme (Marx, 1983, 273-282).

⁷⁸ Voir, entre autres, *La Gazette de Liège*, 22/2/1934, p. 2 (liste provenant de la *Revue Internationale des Sociétés Secrètes*) ou 9/5/1934, p. 2; *Vers l'Avenir*, 12/3/1934, p. 1.

⁷⁹ *La Gazette de Liège*, 9/5/1934, p. 2.

⁸⁰ *La Gazette de Liège*, 31/12/1934 et 11/1/1935, p. 7.

⁸¹ *La Gazette de Liège*, 12/2/1936, p. 1.

⁸² *La Gazette de Liège*, 23/1/1936, p. 1.

res, comme le prouve cet éditorial de Jean Gyselinx dans *L'Avenir du Luxembourg*.⁸³

"Les scandaleux événements qui se sont produits en France au cours de ces derniers mois – abcès énorme crevant sur le visage d'une noble nation dont le pus n'a pas encore cessé de couler – auront eu, au moins, pour conséquence salutaire de dévoiler l'effroyable et néfaste activité de la franc-maçonnerie. L'opinion est faite à présent. C'est elle la grande coupable, la malfaitrice (sic) cynique et sans pitié, livrée à son œuvre de décomposition morale et matérielle d'un pays dont le crime est d'être resté, malgré tout, de tradition catholique et le rempart le plus solide contre les ennemis de la civilisation chrétienne."⁸⁴

Les libéraux doctrinaires, sans approuver la dernière partie de la démonstration, fustigent également la pression maçonnique occulte sur les gouvernements successifs, comme le fait *La Gazette* en juin 1935, lorsque le gouvernement du radical Bouisson tombe en quelques jours.⁸⁵ Néanmoins, le monde libéral, traditionnellement proche de la franc-maçonnerie, semble embarrassé par l'implication, réelle ou supposée, de l'Ordre dans certains scandales. Évoquant la mort suspecte du conseiller Prince, en charge de plusieurs dossiers liés à Stavisky, *Pourquoi Pas?* abandonne son habituel scepticisme. Il cite plusieurs maçons belges "brillants et intègres" et s'interroge:

"serait-il possible qu'une institution qui fut représentée par ces gens-là ne répudie pas, tôt ou tard, une parenté avec la maçonnerie stavisqueuse (sic)?"⁸⁶

Cet article d'humeur lui vaudra cependant une réplique cinglante d'un lecteur, brandissant la présomption d'innocence...⁸⁷

L'argument clé de la campagne antimaçonnique des catholiques consiste à dire que le parti radical dominant n'est qu'une succursale de l'Ordre, un écran au travers duquel celui-ci dirige la France. "Entre la franc-maçonnerie française et le radical-socialisme, l'identité, on le sait, est complète", écrit Louis

⁸³. Né à Bertrix dans la province du Luxembourg, Jean Gyselinx (1898-1975) commence sa carrière en assurant la rubrique littéraire et les reportages locaux de *La Métropole* d'Anvers avant de diriger *L'Avenir du Luxembourg* de 1929 à 1940. A la Libération, il collabore à l'éphémère journal catholique *Le Quotidien* puis obtient, grâce au baron Nothomb, un poste administratif. De 1950 à 1963, il prend la rédaction en chef de *La Métropole*. Membre fondateur de l'Académie du Luxembourg (1934), il est également poète et dramaturge.

⁸⁴. *L'Avenir du Luxembourg*, 25/4/1934, p. 1.

⁸⁵. *La Gazette*, 30/6/1935, p. 1.

⁸⁶. *Pourquoi Pas?*, 9/3/1934, p. 535.

⁸⁷. *Pourquoi Pas?*, 16/3/1934, p. 646.

de Saint-Martin, dans *La Libre Belgique*.⁸⁸ Une oligarchie clanique accapare ainsi tous les niveaux de pouvoir.

"Quarante millions de Français qui ne sont pas francs-maçons, ne disposent pas – en 'démocratie!' – d'un pouvoir réel comparable à celui que monopolisent quelques milliers de 'Frères'!... Et, de plus, ces quelques milliers de 'Frères' contrôlent peut-être la moitié des quotidiens, le cinéma, la T.S.F., etc...",

s'insurge La Légion Nationale.⁸⁹

L'époque du Front populaire semble une période bénie pour les contemporains de la franc-maçonnerie. De 1936 à 1938, les dénonciations se multiplient, le système des listes fonctionne à plein rendement. Une caractéristique essentielle de cette vague antimaçonnique est sa transposition au cas belge. *La Libre Belgique* est indubitablement la plus active dans ce domaine. Elle se lance dans la bataille dès juillet 1937 et publie, du 8 janvier au 28 mai 1938, une liste de cinq cent vingt maçons accusés de préparer une dictature en Belgique. Le "péril maçonnique" constitue donc une rubrique régulière (Hasquin, 1983, 292-295).⁹⁰ Dans les arguments développés, dans la méthode employée, il est impossible de nier l'influence directe de la problématique française. Les catholiques belges reproduisent ainsi un schéma faussé en assimilant un royaume majoritairement catholique à une république laïque (Balace, 1992, 236).

⁸⁸. Correspondant de *La Libre Belgique* à Paris, Louis de Saint-Martin n'est cependant pas évoqué dans l'ouvrage que Pierre Stéphany (1996) consacre au quotidien. D'après *La Nation Belge* (23/4/1936, p. 1), son pseudonyme cacherait un Italien "sanctionniste et russophile" réfugié à Paris mais qui se ferait passer pour fasciste auprès des autorités romaines. Dans son rapport du 30 juin 1938 sur la presse belge, le diplomate français Rochereau de la Sablière affirme qu'il s'agit d'un sujet italien du nom de Russo, correspondant à Paris de divers journaux italiens. Il le qualifie de "plutôt malveillant" à l'égard de la France et réclame la surveillance de ses articles par les services de presse du Quai d'Orsay. *Archives du Ministère français des Affaires étrangères – Europe 1930-1940 – Belgique*, dossier no. 171: *Presse* (27 mai-30 juin 1938) (sous-dossier "Brabant", *La Libre Belgique*). On retrouvera Louis de Saint-Martin, dès février 1947, comme correspondant en France de *La Cité Nouvelle*, le quotidien de l'éphémère Union Démocratique Belge (U.D.B.).

⁸⁹. *La Légion Nationale*, 27/7/1935, p. 1

⁹⁰. Les renseignements sont fournis par trois champions de la lutte antimaçonnique: le major Charles Gillis de Sart-Tilman, Léopold Flament et le docteur Paul Ouwerx. Le répertoire de maçons que Charles Gillis de Sart-Tilman a établi se base sur des listes de responsables de la Libre-Pensée et de la Ligue de l'Enseignement, sur les dossiers relatifs aux a.s.b.l., sur le *Moniteur* et sur des circulaires du Grand-Orient retrouvées par hasard dans la poubelle de son voisin...

2.4. L'antiparlementarisme triomphant

Au cours des années trente, la France baigne dans une atmosphère de dérision, de dénonciation voire de haine à l'encontre du parlementaire, surtout radical, considéré comme l'archétype du notable véreux, incompetent, insouciant et arriviste. Le paroxysme est sans nul doute atteint au début de l'année 1934 avec l'affaire Stavisky et les émeutes du 6 Février. La droite belge se laisse facilement gagner par la dialectique antiparlementaire, d'autant que les mêmes tares – instabilité gouvernementale, scandales financiers – commencent à toucher la Belgique (Conway, 1990, 88).

Jean-Bernard envoie au *Journal de Liège* des courriers très durs sur les mœurs parlementaires françaises.⁹¹

"Qui voudra se charger de manier le balai pour nettoyer le fumier de ces nouvelles écuries d'Augias?"⁹² "Le parlementarisme a perdu toute confiance et jamais peut-être les députés n'ont été aussi impopulaires".⁹³

Bien que *Pourquoi Pas?* se réclame d'une forme de neutralité, il ne se différencie que très peu, par l'âpreté de ses critiques, de la droite conservatrice. Il dénonce "le plus absurde et le plus immoral des systèmes électoraux" grâce auquel domine un Cartel de radicaux et de socialistes que rien ne rapproche sinon "l'assiette au beurre", l'envie d'occuper "toutes les places, tout de suite".⁹⁴ Les multiples rebondissements des premières semaines de 1934 lui donnent l'occasion de s'étendre longuement sur la démagogie de la "République des Camarades".⁹⁵ Mais, c'est sans doute sa lettre "à l'ami Tartempion", un député resté honnête et respectueux de l'institution parlementaire, qui caractérise avec le plus de justesse le ton et l'opinion de *Pourquoi Pas?*.

"Tâchez donc, digne Tartempion, de nous expliquer ces revirements et de nous dire pourquoi, comment des gens saignés pendant quatre ans de guerre, ruinés par vingt

⁹¹. Avocat et journaliste français, Jean-Bernard Passerieu, dit Jean-Bernard (1858-1936), entre très tôt dans la politique et le journalisme en collaborant au *Gil Blas*, au *Figaro* ou à *L'Excelsior*. Auteur du recueil annuel politico-mondain *La Vie de Paris* depuis 1899, on lui doit également des poésies, des pensées et de copieuses histoires anecdotiques de la Révolution française et de la première guerre mondiale. Il collabore à plusieurs journaux belges, notamment à *L'Indépendance Belge*, au *Soir*, au *Rappel* et au *Journal de Liège*. Directeur de *La Presse Associée*, il est également un brillant conférencier, notamment dans le cadre de "L'Idée française à l'étranger" qu'il a fondée pour promouvoir le rayonnement de la France.

⁹². *Le Journal de Liège*, 20-21/1/1934, p. 1.

⁹³. *Le Journal de Liège*, 24-25/3/1934, p. 1.

⁹⁴. *Pourquoi pas?*, 2/2/1934, p. 249.

⁹⁵. Voir, notamment, *Pourquoi pas?*, 23/2/1934, pp. 420-421.

ans de paix, n'ont plus beaucoup de considération pour des mandataires gras à lard, ventres dorés bardés de chèques, qui répondent à leurs plaintes par de longs discours solennels... [...] Tartempion, notre ami Tartempion, vous ressemblez à ceux qui voudraient faire juger don Juan par un tribunal de cocus!"⁹⁶

Dans *La Revue Catholique des Idées et des Faits*, Fernand Desonay, Professeur à l'Université de Liège, actualise *Les Lettres Persanes* de Montesquieu.⁹⁷ Grâce à des extraits de missives envoyées de Paris par Usbek à son ami Ibben, le romaniste dresse un réquisitoire contre ces ministres dont le plus grand mal est, selon lui, de ne plus savoir donner l'exemple et de pervertir leurs concitoyens.

"J'ai vu tout un peuple chez qui la générosité, la probité, la candeur et la bonne foi ont passé de tout temps pour des qualités naturelles, devenir tout à coup le dernier des peuples; le mal se communiquer, et n'épargner pas même les membres les plus sains; les hommes les plus vertueux faire des choses indignes, et violer, dans toutes les occasions de leur vie, les premiers principes de la justice, sur ce vain prétexte qu'on la leur avait violée."⁹⁸

Quelques semaines plus tard, après les événements du 6 Février, la même revue donne à Charles d'Ydewalle l'occasion de se livrer à une étude de caractère et d'attaquer de front les députés français. "Ils sont vieux, célibataires ou divorcés, grands mangeurs, grands dépensiers et cependant besogneux. Le député français souffre de vieillesse jouisseuse". La comparaison avec les grands pays voisins est plus que cinglante:

"on pense aux beaux athlètes de Westminster, chasseurs et champions de cricket, et avec un frisson aux Spartiates de Goebbels et de Balbo, tous âgés de moins de quarante ans, et confiants dans la vie parce qu'ils ont pour eux la jeunesse et la beauté. Le Palais-Bourbon, bedonnant et sclérotique, exige des femmes, des parties fines et, par conséquent, le jeu, les conseils d'administration et des chèques".⁹⁹

^{96.} *Pourquoi pas?*, 16/2/1934, p. 357.

^{97.} Philologue et écrivain belge, Fernand Desonay (1899-1973) fait ses études de Philologie romane à l'Université de Louvain et est proclamé docteur en 1922. Professeur ordinaire à l'Université de Liège, docteur honoris causa des Universités de Montpellier et de Bordeaux, il se spécialise dans l'édition de textes rares et s'intéresse essentiellement à l'histoire littéraire. Son œuvre majeure, la trilogie *Ronsard, poète de l'amour*, paraît entre 1952 et 1959. Il est membre de l'Académie de Langue et de Littérature françaises dès 1950. Dans les années trente, il collabore à *La Revue Catholique des Idées et des Faits*, à *La Revue Réactionnaire* ainsi qu'à *La Légion Nationale*. Il a raconté son expérience de résistant dans son ouvrage *Dans le maquis*.

^{98.} *La Revue Catholique des Idées et des Faits*, 12/1/1934, p. 14.

^{99.} *La Revue Catholique des Idées et des Faits*, 23/2/1934, p. 12.

Les jugements de valeur moraux et physiques, d'ailleurs presque darwiniens, se mêlent pour exprimer un sentiment proche de la répulsion instinctive.

A l'extrême-droite, la virulence des articles de *La Légion Nationale* n'a d'égale que celle des dessins dont elle fait un large usage. Venus du monde entier, mais surtout d'Allemagne et de France, ces croquis présentent Marianne aux prises avec un parlement transformé en dépotoir¹⁰⁰ ou avec une justice partielle.¹⁰¹ Ils reviennent aussi sur l'époque du scandale de Panama.¹⁰² Néanmoins, tout esprit critique n'est pas absent: sous un dessin américain réclamant "un Hercule pour les écuries d'Augias", les Légionnaires rappellent que Paris n'est pas la capitale des "gangsters" et des "kidnappers".¹⁰³ Pour l'organe de Paul Hoornaert, tout le monde ne semble pas avoir le droit d'attaquer la France...

Cette sévérité d'une large fraction de l'opinion belge apparaît également dans la correspondance diplomatique. Décrivant la séance du 6 Février 1934 et les débats houleux du Palais-Bourbon avec, en bruit de fond, l'émeute de la rue, le baron de Gaiffier d'Hestroy, ambassadeur de Belgique à Paris, n'a pas de mots assez durs pour condamner la Chambre française.¹⁰⁴

"Le spectacle qu'elle nous a donné était écœurant. Entre diplomates, nous nous disions que des mœurs semblables discréditaient le régime et qu'une situation aussi violente ne pouvait durer bien longtemps."¹⁰⁵

^{100.} *La Légion Nationale*, 9/2/1934, p. 1.

^{101.} *La Légion Nationale*, 5/5/1934, p. 1.

^{102.} *La Légion Nationale*, 12/5/1934, p. 2.

^{103.} *La Légion Nationale*, 12/5/1934, p. 2.

^{104.} Diplôme, candidat en Philosophie et Lettres, le baron Edmond de Gaiffier d'Hestroy (1866-1935) entre au ministère des Affaires étrangères en 1887 et est d'abord affecté à Berlin. Secrétaire de Légation, il occupe différents postes à Vienne, Pékin, Athènes, Le Caire et Bucarest avant de devenir, en 1912, directeur général des Affaires politiques au ministère des Affaires étrangères. Dès 1916, il est nommé à Paris. Promu ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à la fin du premier conflit mondial, il reste dans la capitale française jusqu'à sa mort.

^{105.} *Archives du Ministère belge des Affaires étrangères*, "Correspondance diplomatique. Dossiers 'France'": Dossier 651-1934, Document N°2194/896/P.2, 7/2/1934, p. 2.

3. UNE CRISE DES VALEURS TRADITIONNELLES

3.1. La "Fille aînée de l'Église" a-t-elle vraiment perdu la foi?

La déchristianisation de la France est, sans nul doute, l'un des sujets de dissertation les plus prisés par les écrivains et les journalistes catholiques. Leur image idéale et idéalisée de la France éternelle est indissociable du christianisme et de ses héros français, menés par Saint-Louis et Jeanne d'Arc. Depuis la Révolution de 1789, ils ont l'impression forte et douloureuse que la "Fille aînée de l'Église" trahit sa mission divine. Les lois laïques de la Troisième République leur apparaissent comme une étape supplémentaire vers l'abîme et la déchéance finale.

Durant les années trente, les catholiques belges oscillent entre deux attitudes. Si certains se spécialisent dans la voie d'une dramatisation, d'un rejet presque physique de la République laïque, d'autres s'emploient à démontrer que l'athéisme officiel n'a pas contaminé le peuple, que la pratique religieuse connaît un renouveau significatif, que l'on ne peut désespérer de la France éternelle. C'est sans doute Charles d'Ydewalle qui a le mieux résumé cette ambivalence.

"Pour les uns, elle [la France] est la terre bénie tout spécialement par le bon Dieu, celle d'où nous sont venus les auteurs pieux dont on nous remplissait la tête au collège, Louis Veillot, Dupanloup, Lacordaire, Montalembert et le Grand Cardinal Pie. Pour les autres, il n'est pas très sûr qu'elle n'ait pas été inventée tout exprès par le Diable. C'est là qu'est né un nommé Arouet, si tristement célèbre sous le nom de Voltaire. De là sont venus les comédiens, l'irréligion, la presse à bon marché et la presse licencieuse, et Zola, et Renan et la philosophie matérialiste de M. Taine. On ne dira jamais assez sous quel jour désolant apparaît, aux yeux de certains Belges, la France, cette géhenne."¹⁰⁶

Plusieurs revues consacrent de longs développements à démontrer comment la France s'anéantit en reniant son passé religieux. Dans *La Revue Générale*, Hubert Colleye fait le constat d'un suicide.¹⁰⁷

¹⁰⁶. C. d'Ydewalle (1938, 18).

¹⁰⁷. Journaliste, Professeur, critique d'art et poète, Liégeois de naissance, Hubert Colleye (1883-1972) passe la plus grande partie de sa vie à Anvers. Profondément chrétien, il intègre l'ordre des Frères des écoles chrétiennes mais l'abandonne pour épouser une Lorraine après la première guerre mondiale. Après avoir entamé sa carrière de professeur au Collège Saint-Jacques, il est chargé, en 1922, de la chronique artistique et littéraire du quotidien francophone

"La France, en se déchristianisant, se retire littéralement le pain de la bouche. Elle pratique la grève de la faim. [...] Avec une obstination qu'on ne s'explique pas, la France se détruit lentement de ses propres mains. Elle ne périt pas sous les coups des Barbares. Elle est elle-même son propre barbare. De quelle épithète accabler cette aberration?"¹⁰⁸

Lors d'une "enquête en France laïque", *Rex* décrit une province française en train de "vieillir et de se ratatiner" tandis que l'Italie et l'Allemagne s'avancent, conquérantes.¹⁰⁹ D'aucuns estiment même que la déchristianisation des Français explique leur faible cote de popularité en dehors de l'espace francophone:

"leur gouvernement irréligieux, leur enseignement athée, l'absence d'enseignement libre, la veulerie politique des catholiques français, tout cela n'est guère de nature à attirer les sympathies"¹¹⁰,

écrit Octave Petitjean dans *Vers l'Avenir*.¹¹¹

Plus optimistes, d'autres rédacteurs catholiques préfèrent mettre l'accent sur les manifestations religieuses qui résistent au laïcisme officiel. Dans *La Nation Belge*, Louis Dumont-Wilden¹¹² présente un panorama de la "Bretagne mystique" et décrit la France comme une "terre de contrastes, [...] à la fois foncièrement catholique et passionnément anticléricale".¹¹³ *Vers l'Avenir*, pessimiste, nous l'avons dit, sous la plume d'Octave Petitjean, diffuse égale-

d'Anvers *La Métropole*. Parallèlement, il enseigne l'art et la littérature à l'Institut Belpaire. Conférencier très demandé tant à Anvers que dans la capitale, il tient également la rubrique d'art de *La Revue Générale* et collabore, entre autres, à *L'Essor Colonial et Maritime*, à *L'Avant-Poste* et à *La Revue Belge*.

^{108.} *La Revue Générale*, mai 1934, p. 608.

^{109.} *Rex*, 1/2/1935, p. 16.

^{110.} *Vers l'Avenir*, 3-4/2/1934, p. 1.

^{111.} Journaliste belge, docteur en Philosophie et Lettres, Octave Petitjean (1874-1959) collabore avant guerre au quotidien catholique bruxellois *Le XXe siècle* et au journal namurois *Vers l'Avenir*, dont il reste le principal rédacteur de politique étrangère après 1945. Il est également l'auteur d'ouvrages historiques et touristiques. On lui doit notamment *Albert Ier, le roi chevalier*, paru en 1949.

^{112.} Journaliste, essayiste et critique belge né Louis Dumont (1875-1963), il accole à son nom celui de son épouse française, Lina Wilden. Collaborateur de nombreux périodiques dont *Le Petit Bleu*, *La Nation Belge*, *L'Indépendance belge* et *Pourquoi Pas?*, dont il est l'un des trois fondateurs, il s'installe à Paris dès avant la première guerre. Il y collabore également à de nombreuses publications. On lui doit diverses monographies et, dans un esprit d'historien et de journaliste, un essai sur *L'Évolution de l'Esprit européen*. Il est membre de l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises et membre étranger de l'Institut de France. Très francophile mais également très attaché à l'unité belge, il occupe longtemps la présidence du Comité France-Belgique.

^{113.} *La Nation Belge*, 5/9/1937, p. 1.

ment des nouvelles rassurantes grâce à Jean de Moreau¹¹⁴, qui évoque la rechristianisation progressive de la "banlieue rouge".¹¹⁵ L'arrivée du Front populaire ne met pas, loin de là, un terme à ce mouvement. En 1937, l'inauguration de la basilique de Lisieux, en présence du légat du pape Pacelli, le futur Pie XII, semble une apothéose, une preuve officielle que la France garde les faveurs de la hiérarchie catholique. *La Gazette de Liège*, d'habitude très critique, doit pourtant concéder que "l'Esprit souffle encore en France".¹¹⁶

Cependant, nul n'est plus ardent à défendre l'idée d'une France restée profondément chrétienne que Joseph Ageorges, le correspondant de *La Libre Belgique*.¹¹⁷ On ne compte pas les billets qu'il consacre, de 1934 à 1938, à démontrer la force et les progrès de la foi dans la République. Qu'il traite de "la situation du livre catholique"¹¹⁸ ou de "Paris religieux"¹¹⁹, sa conclusion est identique:

"si les rédacteurs de ces journaux catholiques qui ne cessent de conter sur la France catholique les inexactitudes les plus ébouriffantes venaient seulement passer quinze jours dans une œuvre de la banlieue rouge, ils rentreraient chez eux emplis de confusion".¹²⁰

Paradoxalement, ses articles sont si positifs qu'ils servent de base aux libéraux et aux socialistes pour démontrer les vertus du laïcisme: jamais le culte ne s'est mieux porté, jamais il ne s'est exercé plus librement que depuis la séparation de l'Église et de l'État, écrivent-ils en substance.¹²¹ A l'inverse, les

¹¹⁴. Docteur en Droit de l'Université de Louvain où il était le condisciple de Marc Delforge, Jean de Moreau d'Andoy (1906-1944) entre en 1935 à *Vers l'Avenir*, dont son camarade vient de prendre la direction. Il s'y spécialise dans les reportages de politique étrangère. Bourgmestre catholique de Wierde, il rallie en France, après la retraite de 1940, les Centres de recrutement de l'Armée belge (C.R.A.B.). Entré dans la résistance active dès août 1940, il publie les premiers journaux clandestins de Namur sous forme de tracts intitulés "Tenir" et participe, avec sa sœur, au réseau Dewez. En 1942, il refuse de gagner Londres avec Delforge. Finalement arrêté, il meurt en déportation au camp de Dora le 6 décembre 1944.

¹¹⁵. *Vers l'Avenir*, 13/3/1937, p. 1.

¹¹⁶. *La Gazette de Liège*, 12/7/1937, p. 1.

¹¹⁷. Journaliste et écrivain catholique français, formé à la Sorbonne et à l'Institut Catholique de Paris, Joseph Ageorges (1877-1957) collabore pendant plus d'un demi-siècle à près de deux cents journaux et revues du monde entier. Proche des Démocrates Populaires, il écrit dans leur quotidien, *L'Aube*, et est longtemps le correspondant parisien de *La Libre Belgique*. Il occupe également le poste de secrétaire du Bureau permanent de la Presse catholique internationale. Auteur d'une cinquantaine d'ouvrages historiques, littéraires ou religieux, il est primé à plusieurs reprises par l'Académie Française et la Société des Gens de Lettres.

¹¹⁸. *La Libre Belgique*, 13/2/1934, p. 2.

¹¹⁹. *La Libre Belgique*, 12/12/1936, p. 1.

¹²⁰. *La Libre Belgique*, 22/4/1937, p. 1.

¹²¹. *La Dernière Heure*, 23/5/1935, p. 1 ou *Le Peuple*, 31/3/1937, p. 3.

prises de position de Joseph Ageorges lui attirent les foudres de l'extrême-droite catholique et de Rex.¹²²

Les journalistes qui mettent en exergue la continuité chrétienne de la France sont presque tous français. A l'inverse, les articles les plus virulents sur la déchristianisation de la France émanent souvent des rédactions belges des différents journaux. Faut-il considérer que les Français privilégient volontairement les aspects positifs de la situation dans un but de propagande patriotique? Faut-il, au contraire, estimer que les Belges, observateurs extérieurs, se laissent guider par leur passion, par des préjugés, par des articles publiés dans la presse française d'extrême-droite très répandue en Belgique? Sans doute la solution réside-t-elle dans une combinaison de ces deux facteurs.

3.2. Enseignement laïc et "perversion des consciences"

Parmi les lois laïques, celles qui réduisent la liberté de l'enseignement et organisent un grand réseau d'écoles publiques sont ressenties avec une amertume particulière dans une Belgique où les blessures de la guerre scolaire sont loin d'être résorbées. Pour les journaux catholiques, l'école publique apparaît comme un lieu de perte, un formidable instrument d'endoctrinement et de déchristianisation à long terme. Dès leur plus jeune âge, les petits Français sont, à leurs yeux, intégrés dans un système qui les modèle et fait d'eux, soit de parfaits défenseurs du régime républicain et radical, soit de futurs révolutionnaires.¹²³

Les congrès et les réunions du Syndicat National des Instituteurs (S.N.I.) constituent la base rêvée pour fustiger l'école de la République (Bianconi, 1985). Sans être véritablement lié à un parti, ce syndicat défend des opinions nettement marquées à gauche. Il se définit surtout par son pacifisme intégral,

¹²². Dans un article de janvier 1937, intitulé "Sous la schlague d'un Juif marxiste, la France meurt", le député rexiste Raphaël Sindic s'en prend nommément à Joseph Ageorges qu'il accuse d'endormir les consciences chrétiennes (*Rex*, 15/1/1937, p. 1): "Parlez aux catholiques, lisez Joseph Ageorges dans *La Libre Belgique*, ils vous diront que la France catholique est une belle France et qu'elle n'a rien à envier aux autres nations du monde. Mais, ils vous apprendront aussi que les radicaux sont de braves gens, que les francs-maçons ne sont point si méchants que cela, que les socialistes ne veulent que du bien à la religion et que M. Thorez a conclu un accord de neutralité avec l'Église de France. [...] La France catholique n'est plus nulle part, elle a déserté depuis longtemps [...]"

¹²³. Sur la mise en place de l'enseignement laïque, sa législation et son contenu, voir Ozouf (1982) et notamment les chapitres consacrés à l'anticléricalisme et au pacifisme. Voir également Compagnon & Thevenin (2001).

son internationalisme et son laïcisme (Girault, 1993, 257-283). Profondément engagé dans la lutte antifasciste, il adhère fermement aux buts et au programme du Front populaire, défendant le principe de l'unification de la C.G.T., d'obédience socialiste et de la C.G.T.U., communiste (Delanoue, 1973, 27-66). Les débats qui rythment les congrès du S.N.I. sont davantage le cadre de discussions politiques que de rencontres pédagogiques et l'opinion de droite n'a pas de mots assez durs pour condamner ces instituteurs qui se font militants et trahissent leur mission de serviteurs de l'État. Elle demande au gouvernement de sévir contre ce syndicat de fonctionnaires, un concept théoriquement interdit. Accessoirement, les assises annuelles du mouvement se déroulant à quelques semaines de la rentrée scolaire, les catholiques belges y trouvent un argument de poids pour leur propagande en faveur de l'enseignement confessionnel...

En août 1934, l'un des billets parisiens d'Alfred Michelin dans *La Gazette de Liège* évoque ces instituteurs qui en appellent à la grève générale et à la défection en cas de guerre, même purement défensive.¹²⁴

"Ce qui m'indigne et m'inquiète, c'est de penser que des millions de petits Français sont livrés à des maîtres et à des maîtresses dont les représentants qualifiés, trois jours durant, n'ont montré d'autre souci que de combattre par tous les moyens, les mesures de salut public arrêtées naguère par le gouvernement, que de ruiner l'ordre établi, que de préparer la guerre civile et la Révolution."¹²⁵

La Légion Nationale diffuse le même message par le biais d'une illustration ironique. Elle représente deux enfants regardant, goguenards, défilé des manifestants au chant de l'Internationale.

"- Y paraît qu' c'est des instits..."

- Qu'est-ce qu'y nous passeraient... si on se permettait cela en sortant de l'école!"¹²⁶

Vers l'Avenir envisage les conséquences politiques de l'enseignement prodigué aux jeunes générations: les instituteurs étant aux trois-quarts inféodés au marxisme, il est logique que les nouveaux électeurs portent leurs suffrages sur le P.C.F. ou la S.F.I.O..

¹²⁴. Journaliste français, informateur religieux du quotidien catholique parisien *La Croix* dès 1919, Alfred Michelin (1883-1975) en devient le président-directeur général en 1953. Jusqu'en 1937, il est également l'auteur des billets parisiens de *La Gazette de Liège*. Alfred Michelin est, d'autre part, très actif dans les milieux syndicalistes chrétiens.

¹²⁵. *La Gazette de Liège*, 10/8/1934, p. 1.

¹²⁶. *La Légion Nationale*, 1/9/1934, p. 3.

"Comme tous les primaires, ces éducateurs, éduqués eux-mêmes en dehors de toute idée religieuse, vont aux doctrines extrémistes et forment à leur image la jeunesse de France".¹²⁷

Charles du Bus de Warnaffe, futur ministre catholique, s'est penché sur les manuels utilisés dans les écoles publiques françaises en 1934 et fait part de ses conclusions à *La Libre Belgique*.¹²⁸

"L'Histoire s'y présente comme une lutte incessante entre une masse d'esclaves et ses maîtres égoïstes. Le catholicisme y fait figure d'instrument des classes dirigeantes; le Roi ne voit dans la France qu'un moyen de faire prospérer ses affaires personnelles; Jeanne d'Arc reçoit seize lignes parce qu'il est malgré tout impossible de la passer sous silence, mais un chapitre entier est consacré au XIXe siècle; la fête du travail du 1er mai est pieusement mentionnée; par contre, oubli total et magnifique du mouvement de foi des Croisades; rien de l'idée chrétienne dans l'organisation corporative au Moyen Age mais un hymne aux Conventionnels et, surtout, aux Montagnards [...]"¹²⁹

Tous les ingrédients lui paraissent donc réunis pour parler d'une victoire totale de l'historiographie marxiste.

Dans le camp des libéraux, partisans de l'école publique, les réactions face aux congrès des instituteurs sont plus que réservées. *La Gazette* qualifie les participants d'"antipatriotiques"¹³⁰, d'"ennemis de la nation"¹³¹ et les accuse de "préparer la révolution".¹³² Elle se range donc de nouveau sur la même ligne que les chrétiens. *Le Journal de Liège*, tout en dénonçant la volonté catholique de nuire à l'enseignement officiel, parle néanmoins de "tendances hautement regrettables" dans les discours des instituteurs syndiqués.¹³³ En août 1936, le directeur-rédacteur en chef Désiré Horrent, ancien député libéral, inflige une critique plus cinglante encore aux pacifistes intégraux.¹³⁴

^{127.} *Vers l'Avenir*, 4/5/1936, p. 3.

^{128.} Homme politique catholique, docteur en Droit, député de Bruxelles de 1934 à 1961, Charles du Bus de Warnaffe (1894-1965) est ministre des Transports et des P.T.T. (1934-1935), de l'Intérieur (1935-1936) et, à plusieurs reprises, de la Justice (1937-1938; 1945; 1952-1954). Membre du Conseil de Benelux, ministre d'État dès 1963, il a publié des études juridiques, des articles et des brochures pour la défense de l'enseignement libre et un ouvrage historique intitulé *Au temps de l'unionisme*.

^{129.} *La Libre Belgique*, 11/4/1934, p. 1.

^{130.} *La Gazette*, 2/9/1934, p. 1.

^{131.} *La Gazette*, 10/8/1935, p. 1.

^{132.} *La Gazette*, 31/8/1936, p. 1.

^{133.} *Le Journal de Liège*, 5/9/1934, p. 1.

^{134.} Homme politique et journaliste libéral, docteur en Droit de l'Université de Liège, Désiré Horrent (1880-1943) est directeur du *Journal de Liège*. Conseiller provincial de 1921 à 1932, député libéral de 1932 à 1936 et de 1939 à 1943, il est également Président de la Fédération

"Ne suffit-il pas qu'ils aient osé professer des opinions aussi antinationales dans une assemblée officielle pour mesurer la gravité de la crise morale que permet de déceler une telle mentalité chez les éducateurs du peuple? Ces hommes sont indignes de remplir la mission que l'État leur confia."¹³⁵

On le voit, la présence du Front populaire au pouvoir a durci la position des libéraux de droite.

3.3. Un déclin culturel

Les facteurs que nous venons d'évoquer sont autant d'éléments qui, combinés, donnent aux conservateurs, libéraux et catholiques, le sentiment d'une décadence de l'esprit français.

Les valeurs véhiculées par les produits culturels sont vivement prises à parti. Évoquant l'industrie du film, *La Gazette* parle d'une usine de spectacles qui produit des amusements de camelote dont le ton et le niveau se situent entre la plaisanterie de caserne et le débraillé des boîtes de nuit.¹³⁶ *La Gazette de Liège* ironise, quant à elle, sur ces films que la France tolère dans ses salles mais interdit à l'exportation.

"[...] Il ne paraît pas que les Français soient d'une autre argile que la nôtre. Et j'ai grand peur que leurs ennemis, toujours prêts à les trouver légers et pervers ne disent: *Voyez ces Gaulois. Ils en sont maintenant à faire des films tellement immoraux qu'ils n'osent pas les montrer à l'étranger.*"¹³⁷

Néanmoins, c'est la dérive de la presse vers le sensationnalisme et la trivialité qui suscite les commentaires les plus acerbes. Dans une tribune libre du *Soir*, le sénateur et ancien ministre catholique Paul Crokaert¹³⁸ écrit ainsi que "Paris nous inonde de sales papiers et d'ignobles photographies vendues pour

des libéraux-unis de l'arrondissement de Liège (1935-1936) et membre de l'Assemblée wallonne (1923-1940). On le connaît aussi pour ses poèmes, ses pièces de théâtre, ses romans et une étude sur la Révolution belge de 1830. Il est assassiné à Loncin, en 1943, par des membres de la Légion Wallonie.

¹³⁵. *Le Journal de Liège*, 7/8/1936, p. 1.

¹³⁶. *La Gazette*, 22/4/1937, p. 1.

¹³⁷. *La Gazette de Liège*, 6/3/1936, p. 1.

¹³⁸. Homme politique catholique belge, docteur en Droit, avocat et bâtonnier, Paul Crokaert (1875-1955) est sénateur de Bruxelles de 1929 à 1946, ministre des Colonies de 1931 à 1932 et ministre de la Défense nationale en 1932. Écrivain et polémiste, il invente la formule "le mur d'argent" qui préfigure les campagnes de Rex. Il est rédacteur au quotidien catholique *Le XXe siècle*, correspondant du journal catholique parisien *La Croix* et collaborateur du *Soir* pour lequel il rédige de nombreuses tribunes libres.

quelques sous dans trop de nos kiosques".¹³⁹ Il attribue, par ailleurs, l'essor de la littérature pornographique aux réfugiés allemands. *Rex* dénonce également

"l'œuvre de démoralisation accomplie chez nous par les journaux français qui sont des véhicules de pourriture morale et d'informations tendancieuses. La presse française nous apporte tous les jours des leçons d'amoralisme en bafouant la famille, la religion, la société telle que la conçoivent les honnêtes gens".¹⁴⁰

Comparant la place accordée aux articles de fond et celle laissée aux faits divers, *Vers l'Avenir* conclut que

"le journal français est devenu, de l'expression de la culture française qu'il était jadis, une sorte de moniteur de haute et basse pègre".¹⁴¹

D'une manière générale, il semble que la France ait perdu sa prédominance artistique et culturelle. *La Gazette*, évoquant le Paris de toujours, ne peut s'empêcher d'être nostalgique.

"Notre esprit est en quelque sorte 'statique'. Il ne vibre plus à ces étincelles de Paris. Voyez d'ailleurs la production littéraire et artistique de la France depuis un certain temps, sa 'teneur' en poètes ou mieux encore: en génies 'gratuits' dans tous les domaines."¹⁴²

La Nation Belge fait remonter cette déliquescence à 1918.

"[...] Après la guerre, c'est de la France que l'Europe attendait les idées directrices, le mot d'ordre. Se souvient-on de la crainte que l'hégémonie française, même purement spirituelle, inspirait à l'Angleterre? Ce mot d'ordre, la France ne l'a pas donné et elle souffre de ne pas l'avoir donné."¹⁴³

Et *La Gazette de Liège* de se demander si le pays vainqueur de Verdun pourrait rééditer son exploit.¹⁴⁴ On incrimine le matérialisme ambiant. Selon Jean de Moreau, dans *Vers l'Avenir*, il conduit chaque français à vouloir être un fonctionnaire, au sens péjoratif du terme. Le but est de fournir le moindre effort, de ne prendre aucune initiative personnelle et de s'en remettre à l'État.

¹³⁹. *Le Soir*, 18/1/1934, p. 1.

¹⁴⁰. *Rex*, 21/2/1936, p. 22.

¹⁴¹. *Vers l'Avenir*, 25/5/1937, p. 1.

¹⁴². *La Gazette*, 30/1/1938, p. 2.

¹⁴³. *La Nation Belge*, 18/4/1936, p. 1.

¹⁴⁴. *La Gazette de Liège*, 10/4/1935, p. 6.

"Le matérialisme a amené la paresse et l'immoralité. Nous serions tentés de dire de la France que c'est un peuple décadent qui décline peu à peu."¹⁴⁵

Mais comment ne pas citer le député rexiste Pierre Daye, devenu sous l'occupation un collaborateur notoire?¹⁴⁶ Dans un ouvrage de 1942, il décrit, en un raccourci fulgurant, la crise morale et culturelle de la France d'entre-deux-guerres,

"avec ses folies, son désordre, la France de la licence de vie et de la fraude, la France du mêtèque et du surréalisme, la France des peintres juifs et du Front populaire, la France dada, la France du jazz, la France intoxiquée et qui nous amusait tant à cause de cela et nous ne nous rendions pas compte qu'elle était déjà empoisonnée, et qu'elle tombait dans la décadence, et qu'elle nous y entraînait avec elle..."¹⁴⁷

4. CONCLUSION

A l'heure "de tous les dangers", la France, considérée comme garante de la civilisation mais aussi comme rempart contre une invasion future, apparaît singulièrement fragilisée, troublée et hésitante. L'opinion conservatrice, intimement persuadée que la France éternelle se pervertit depuis 1789, ressent évidemment ce malaise avec une brûlante acuité. Rien de plus logique pour elle que d'attribuer ce déclin à l'abandon des valeurs traditionnelles, telles la religion, la famille ou la défense d'une identité nationale et culturelle. Par un processus cumulatif, presque exponentiel, son raisonnement est confirmé et amplifié par une littérature largement importée de Paris et émanant de milieux d'extrême-droite, comme l'Action Française.

¹⁴⁵. *Vers l'Avenir*, 14/3/1937, p. 1.

¹⁴⁶. Journaliste et écrivain, ancien combattant de la première guerre mondiale, Pierre Daye (1892-1960) est attaché militaire de Belgique à Washington de 1918 à 1919. Candidat aux élections législatives sur la liste "Renaissance nationale", il est élu député suppléant. Il dirige *Lumière*, l'organe officiel de la Confédération générale des Combattants de Belgique et travaille également comme grand reporter au *Soir*. Député rexiste de 1936 à 1939, il dirige son groupe à la Chambre. Durant la guerre, il collabore à la presse d'Ordre Nouveau et notamment au *Nouveau Journal*. Condamné par contumace, il finit sa vie en Argentine.

¹⁴⁷. P. Daye (1942, 44). Dans sa *Lettre d'un Belge à un ami Français* publiée un an auparavant, Pierre Daye explique que la guerre lui a permis de retrouver la France éternelle pervertie par les années trente. Il demande à cette France de poursuivre jusqu'à son terme la révolution entamée. C'est à ce prix qu'elle obtiendra le pardon pour les fautes qu'elle a commises... (Daye, 1941, 10-13, 64-65).

En filigrane, apparaît à tout moment l'angoisse d'une contamination de la Belgique par le dangereux virus de la crise morale. Pour la droite belge, les mêmes causes produiront inmanquablement les mêmes effets et Bruxelles connaîtra demain ce que Paris subit aujourd'hui, par laxisme ou par négligence. Oubliant, consciemment ou non, que le cas belge n'est pas systématiquement réductible au cas français, elle en arrive parfois à opérer des transferts outrés. Ainsi, les premiers discours antiparlementaristes de Degrelle sont clairement inspirés de *Candide* et *Gringoire* (Stengers, 1970, 15), ce que Francis Balace résume en une seule formule: "Le rexisme style 1936 [...] est le fils du 6 Février 1934 beaucoup plus que des scandales belges" (Balace, 1994, 108). D'autre part, le sentiment d'une crise morale et politique de la France renforce, sans nul doute, les convictions de ceux qui, en Belgique, militent pour une réforme de l'État, basée notamment sur un renforcement du pouvoir royal et un exécutif plus solide (Cokaiko, 2001). Enfin, l'angoisse face au "déclin français" a incontestablement pesé d'un poids certain lors du tournant de 1936, celui de la politique d'indépendance. Les arguments ne manquaient pas à ceux qui voulaient s'éloigner de la France comme à ceux qui, admirateurs soudain déçus, s'y étaient résignés.

ABRÉVIATIONS

C.G.T.	Confédération Générale du Travail
C.G.T.U.	Confédération Générale du Travail Unitaire
I.N.R.	Institut National de Radiodiffusion
P.C.F.	Parti Communiste Français
R.C.I.F.	La Revue Catholique des Idées et des Faits
R.I.S.S.	La Revue Internationale des Sociétés Secrètes
S.F.I.O.	Section Française de l'Internationale Ouvrière
S.N.I.	Syndicat National des Instituteurs
U.D.B.	Union Démocratique Belge

BIBLIOGRAPHIE

Sources, outre la presse

Archives du Ministère belge des Affaires étrangères

Archives du Ministère français des Affaires étrangères

DAYE (P.), *Guerre et Révolution. Lettre d'un Belge à un ami français*, Paris, 1941.

DAYE (P.), *L'Europe aux Européens*, Bruxelles, 1942 (coll. Documents).

[DE BECKER (R.)], *La collaboration en Belgique (1940-1944) ou une révolution avortée, inédit attribué à R. De Becker (extraits)*, Bruxelles, 1970 (Courrier hebdomadaire du C.R.I.S.P., nos. 497-498).

DE GAULLE (C.), *Mémoires de guerre. I. L'appel 1940-1942*, Paris, 1954.

D'YDEWALLE (C.), *Psychologie de la Belgique*, Liège, 1938 (Les Petites Études de Belgique).

NEURAY (F.), *Cassandre*, Bruxelles, 1934 (Essais et Mémoires).

SIMENON (G.), *A la découverte de la France (Mes apprentissages I)*, Paris, 1976 (coll. 10/18, no. 1052; série Grands Reporters, dir. par F. Lacassin).

VERLAINE (R.), *Sans haine et sans gloire*, Liège, 1944.

Interview de Jean STENGERS dans "Regards d'outre-Hexagone", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, (no. spécial: *Les guerres franco-françaises*), janvier-mars 1985, no. 5, pp. 133-146.

Presse

La Dernière Heure

La Gazette

La Gazette de Liège

La Légion Nationale

La Libre Belgique

La Nation Belge

La Revue Catholique des Idées et des Faits

La Revue Générale

La Revue Réactionnaire

L'Avenir du Luxembourg

Le Journal de Liège

Le Pays Réel

Le Peuple

Le Rappel

Le Soir

L'Indépendance Belge

Pourquoi Pas?

Rex

Vers l'Avenir

Travaux

- BALACE (F.), "Fascisme et catholicisme politique dans la Belgique francophone de l'entre-deux-guerres" in: *Handelingen van het XXXIle Vlaams Filologencongres, Leuven 17-19 april 1979* (Faculteit van Wijsbegeerte en Letteren), 1979, pp. 146-164.
- BALACE (F.), "Petite bourgeoisie, frustration sociale et antimaçonnisme" in: A. MIROIR (éd.) *Laïcité et classes sociales 1789-1945. En hommage à John Bartier*, Bruxelles, 1992, pp. 235-262.
- BALACE (F.), "Le tournant des années soixante. De la droite réactionnaire à l'extrême-droite révolutionnaire" in: *De l'avant à l'après-guerre. L'extrême-droite en Belgique francophone*, Bruxelles, 1994 (Pol-His), pp. 107-211.
- BARTIER (J.), "L'adaptation aux réalités belges d'idéologies françaises à l'époque contemporaine", *Bulletin de la Société d'Histoire Moderne*, 16e série, XVIII, 1979, no. 4, pp. 8-16.
- BELLANGER (C.), GODECHOT (J.), GUIRAL (P.) & TERROU (F.) (éds.), *Histoire générale de la presse française. Tome III: de 1871 à 1940*, Paris, 1972.
- BIANCONI (A.), *L'idéologie du Syndicat National des Instituteurs de 1920 à 1939. Politique et enseignement*, Toulouse, 1985.
- BIRNBAUM (P.), *Un mythe politique: "La République juive"*, Paris, 1988.
- BON (D.), *L'affaire Stavisky*, Paris, 2000 (Sciences Humaines).
- BOURDREL (P.), *La Cagoule: histoire d'une société secrète du Front populaire à la Ve République*, Paris, 2000.
- CAMPE (R.), "La presse libérale depuis 1846" in: H. HASQUIN & A. VERHULST (éds.), *Le libéralisme en Belgique. Deux cents ans d'histoire*, Bruxelles, 1989, pp. 183-197.
- CAMPE (R.), DUMON (M.) & JESPERS (J.-J.), *Radioscopie de la presse belge*, Verviers, 1975.
- COKAIKO (S.), *Le néo-monarchisme en Belgique francophone de 1934 à 1940*, mém. lic. en Histoire, U.L.G., 2001.
- COMPAGNON (B.) & THEVENIN (A.), *Histoire des instituteurs et des professeurs de 1880 à nos jours*, Paris, 2001 (Terre d'Histoire).
- CONWAY (M.), "De la 'Cité séculière' à la 'Cité de Dieu': les catholiques et la politique dans la Belgique de l'entre-deux-guerres", *Cahiers du Centre de Recherches et d'Études historiques de la Seconde Guerre mondiale*, octobre 1990, no. 13, pp. 57-89.
- CUVELIER (J.-P.), *'Le Pourquoi Pas?' Monographie*, mém. lic. en Journalisme, U.L.B., 1982.
- DE WEVER (B.), *Greep naar de macht. Vlaams-Nationalisme en Nieuwe Orde. Het V.N.V. (1933-1945)*, Tiel-Gent, 1994.
- DEFOORT (E.), *Charles Maurras en de Action Française in België*, Nijmegen-Brugge, 1978.
- DELANOUE (P.), *Les enseignants. La lutte syndicale du Front populaire à la Libération*, Paris, 1973.
- DELCORD (B.), "A propos de quelques 'chapelles' politico-littéraires en Belgique (1919-1945)", *Cahiers du Centre de Recherches et d'Études historiques de la Seconde Guerre mondiale*, novembre 1986, no. 10, pp. 153-205.
- DELMOTTE (G.), *La Légion Nationale 1922-1942*, mém. lic. en Sciences politiques, U.L.B., 1965.
- DEMOULIN (R.), "Comment un diplomate français voyait la presse belge à la veille de la seconde guerre mondiale", *Revue du Nord*, LXVI, avril-septembre 1984, no. 261-262, pp. 701-711.
- DIODONNAT (P.-M.), *"Je Suis Partout". Les maurrassiens devant la tentation fasciste*, Paris, 1973.

- ETIENNE (J.-M.), *Le mouvement rexiste jusqu'en 1940*, Paris, 1968 (Cahiers de la Fondation nationale des Sciences politiques, no. 165).
- FLEURY (A.), *'La Croix' et l'Allemagne 1930-1940*, Paris, 1986.
- GAILLARD (J.-M.), *Les 40 jours de Blum. Les vrais débuts du Front populaire, 27 avril-5 juin 1936*, Paris, 2001.
- GIRAULT (J.), "Le pacifisme du Syndicat National des Instituteurs dans les années 1930" in: M. VAÏSSE (éd.), *Le pacifisme en Europe des années 1920 aux années 1950*, Bruxelles, 1993, pp. 257-283.
- GOEDLEVEN (J.-M.), *L'antisémitisme en Belgique francophone 1936-1939*, mém. lic. en Histoire, U.L.G., 2001.
- GROGNARD (C.), "'Une guerre religieuse et patriotique'. Position d'un hebdomadaire de droite: *La Revue Catholique des Idées et des Faits*", *Revue Belge d'Histoire Contemporaine (no. spécial: La Belgique et la guerre civile d'Espagne)*, XVIII, 1987, nos. 3-4, pp. 691-724.
- HASQUIN (H.), "Les attaques contre la Franc-Maçonnerie belge dans l'entre-deux-guerres" in: H. HASQUIN (éd.), *Visages de la Franc-Maçonnerie belge du XVIIIe au XXe siècle*, Bruxelles, 1983, pp. 283-296 (Laïcité, série Recherches, no. 4).
- JANKOWSKI (P.), *L'affaire Stavisky: anatomie d'un scandale politique*, Paris, 2000.
- La presse catholique dans la province de Hainaut*, Anvers, 1936.
- LEFEBVRE (F.), *Analyse socio-économique d'un quotidien liégeois. La Gazette de Liège 1840-1990*, mém. lic. en Communication, U.L.G., 1990.
- LEQUIN (P.) (éd.), *La mosaïque France. Histoire des étrangers et de l'immigration*, Paris, 1988.
- LOUCHEZ (E.), *'L'Avenir du Luxembourg' 1894-1994. Un siècle, un journal, une province*, Arlon, 1994.
- MAGAIN (M.), *Degrelle, un tigre de papier*, Bruxelles, 1988.
- MARCHANDIAU (J.-N.), *'L'Illustration' 1843-1944. Vie et mort d'un journal*, Toulouse, 1987.
- MARX (J.), "La Maçonnerie belge vue par les intégristes français 1912-1939" in: H. HASQUIN (éd.), *Visages de la Franc-Maçonnerie belge du XVIIIe au XXe siècle*, Bruxelles, 1983, pp. 273-282 (Laïcité, série Recherches, no. 4).
- MONIER (F.), *Le complot dans la République: stratégies du secret de Boulanger à la Cagoule*, Paris, 1999 (L'Espace de l'Histoire).
- NATALIS (J.-M.), *Historique et répertoire de la presse liégeoise du 11 novembre 1918 au 10 mai 1940*, mém. lic. en Histoire, U.L.G., 1986.
- OZOUF (M.), *L'école, l'Église et la République 1871-1914*, Paris, 1982.
- PIEPERS (N.), *'La Revue Générale' de 1865 à 1940. Essai d'analyse du contenu*, Louvain-Paris, 1968 (C.I.H.C., cahier no. 52).
- RAXHON (P.), *La mémoire de la Révolution française. Entre Liège et la Wallonie*, Bruxelles, 1996 (Archives du futur-Histoire).
- SCHOR (R.), *L'antisémitisme en France pendant les années trente. Prélude à Vichy*, Bruxelles, 1992 (Questions au XXe siècle, no. 49).
- SIRINELLI (J.-F.) (éd.), *Histoire des droites en France. 2. Cultures*, Paris, 1992.
- STENGERS (J.), *La droite en Belgique avant 1940*, Bruxelles, 1970 (Courrier hebdomadaire du C.R.I.S.P., no. 468-469).
- STEPHANY (P.), *'La Libre Belgique'. Histoire d'un journal libre 1884-1996*, Louvain-la-Neuve, 1996.
- WEBER (E.), *L'Action Française*, Paris, 1964.
- WEBER (E.), *La France des années trente. Tourments et perplexités*, Paris, 1995.

Het gebroken idool: Belgisch Franstalig rechts en de morele crisis in Frankrijk (1934-1938)

CATHERINE LANNEAU

SAMENVATTING

Van oudsher heeft Belgisch Franstalig rechts een uiterst belangrijke plaats aan Frankrijk toegekend, wat zijn wereldbeschouwing betreft. Begrippen als eeuwigdurend Frankrijk, diens "opdracht", zijn rol op het internationale toneel zijn evenveel onderwerpen, waarover de burgerlijke en intellectuele opinie zich steeds opnieuw vragen stelt. De jaren 1930 en vooral de periode van het "Front Populaire" geven de conservatieven meer dan ééns de gelegenheid zich met angst over de toekomst van hun culturele referentie te buigen, daar het internationale klimaat dreigend is maar tevens omdat Frankrijk broos, geïsoleerd en decadent lijkt te zijn. Daar zij in hun nationale dagbladen en via de Parijse pers, die onder hen heel goed verspreid is, steeds weer geconfronteerd worden met de Franse actualiteit, betreuren de rechtse Belgen vanzelfsprekend de instorting van de Franse macht; maar ze betichten vooral de diepe morele crisis, die zij als dé oorzaak beschouwen. Daar zij bovendien vaker naar het "Ancien Régime" terugverlangen, achten ze de verafschuwde Revolutie als de bron van dit beangstigende fenomeen.

Al kunnen veel factoren ingeroepen worden om deze crisis te verklaren, toch zijn er een aantal die op de voorgrond treden. Men brengt vooral aan het licht, dat Frankrijk overspoeld wordt door vreemdelingen van Semitische oorsprong en marxistische gezindte. Vooral de negatieve invloed van de vrijmetselarij maar ook die van het non-confessionele lekenonderwijs, waarvan het pacifisme en het internationalisme de jeugd perverteren, wordt aan de kaak gesteld. Men betreurt de achteruitgang van de vroomheid, die een invloed heeft op het geboortecijfer: de "Oudste dochter van de Kerk" kent forse geboortedalingen, terwijl fascistisch Italië en Nazi-Duitsland er demografisch op vooruit gaan. Terwijl antiparlementarisme schering en inslag is, versterken de politieke en financiële schandalen, de ministeriële onstabieleit en de zeden zelf van de volksvertegenwoordigers de gedachte van een morele crisis. Hiermee gaan ten slotte een zeker cultureel verval en een verlies van

geestelijke invloed van de Franse maatschappij gepaard, die in grof materialisme vastloopt.

De vurigheid van hun aanvallen, het lyrisme van hun stijl bewijzen hoezeer de Belgische conservatieven overtuigd zijn van de Franse decadentie. Achter elk woord stak de vrees voor een contaminatie van België, de angst om de reeds in verval geraakte traditionele waarden te zien verdwijnen. Deze angst heeft zeker een rol gespeeld in de evolutie van 1936 naar een onafhankelijkheidspolitiek.

The broken idol: the Belgian French-speaking right wing and the moral crisis in France (1934-1938)

CATHERINE LANNEAU

SUMMARY

The French-speaking right wing in Belgium has always granted a paramount place to France in its ideological cosmography. The concept of everlasting France, of her "mission", of the part she could play on the international scene are topics wondered about constantly in intellectual and middle-class circles. The thirties and mostly the Popular Front era provided the Conservatives with a splendid opportunity to describe the future of their cultural icon with awe: the more threatening the international context was, the more France seemed to have become fragile, isolated and going down the slope. Using the news given by the national papers or the widely circulated Parisian press, right-wing Belgians brooded, of course, on the eclipse of France's power, but pointed chiefly to the moral crisis as its cause. Very often they felt some nostalgia for the "Ancien Régime" and saw the origin of the worrying current phenomenon in the hated French Revolution.

A lot of factors were intertwined in the definition of the moral decay, but some were particularly highlighted. France was accused of having been

invaded by foreigners (their Jewish origins and Marxist creeds being stressed); Free-Masonry had a bad influence, as well as laic teaching, perverting youth by its pacifist and internationalist leanings. The degeneration of the religious spirit was lamented on account of its influence on the birth rate: the "Elder Daughter of the Church" got emptier and emptier, whereas the populations of Fascist Italy and Nazi Germany were blooming. Opposition to the parliamentary system came to the fore, as the politico-financial scandals, the governmental instability, the disreputable ways of the politicians themselves all contributed to the idea of a moral crisis. There was a parallel cultural decline, with a loss of spirituality in the French society, engulfed in materialism and coarseness.

Their stinging attacks, their bombastic style show how deeply rooted the "decay of France" thesis was among Belgian Conservatives. Beyond the French case, they feared a possible contamination of Belgium and the disappearance of their own traditional but vanishing values. Their fears and frights did certainly play a part in the 1936 shift towards the so-called Belgian "politique d'indépendance" in foreign affairs.